



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

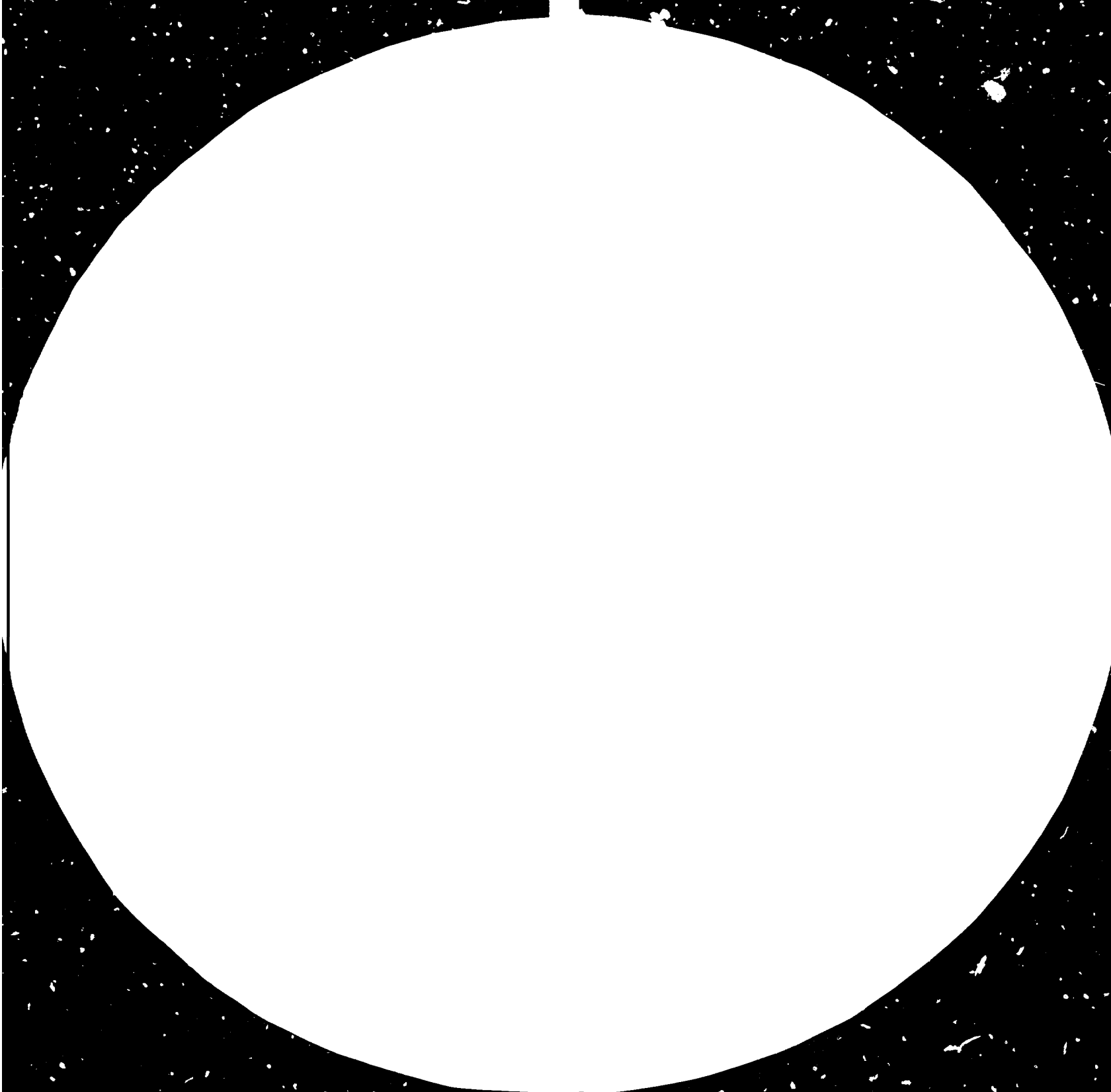
FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

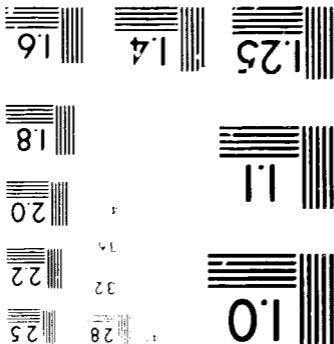
CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART
NATIONAL BUREAU OF STANDARDS-
1963-A
STANDARD REFERENCE MATERIAL 1919A
(ANTIQUE) TEST CHART NO. 25





13726-F



Distr. GENERALE

ID/CONF.5/27
26 avril 1984

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

QUATRIEME CONFERENCE GENERALE DE L'ONUDI
Vienne (Autriche), 2-18 août 1984

RAPPORT DE LA REUNION DES MINISTRES DE L'INDUSTRIE
DES PAYS DE LA CESAP
EN PREVISION DE LA
QUATRIEME CONFERENCE GENERALE DE L'ONUDI*
Bangkok (Thaïlande), 15-16 mars 1984

2012

* Ce rapport a été reproduit tel qu'il a été reçu. Il existe également en anglais, chinois et russe.

V.84-85312

**NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL**



Distr.
GENERALE



E/ESCAP/352
3 avril 1984

FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Quarantième session
17-27 avril 1984
Tokyo

PROBLEMES ET PROGRAMMES DANS DIFFERENTS DOMAINES
D'ACTIVITE DE LA CESAP

/Point 7 a) de l'ordre du jour provisoire/

RAPPORT DE LA REUNION DES MINISTRES DE L'INDUSTRIE DES
PAYS DE LA CESAP EN PREVISION DE LA QUATRIEME
CONFERENCE GENERALE DE L'ONU/DI

I. ORGANISATION DE LA SESSION

1. La Réunion des ministres de l'industrie des pays de la CESAP en prévision de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI a eu lieu à Bangkok du 15 au 16 mars 1984.

Participation

2. Etaient représentés à la Réunion les pays membres et les membres associés de la CESAP dont les noms suivent : Afghanistan, Australie, Bangladesh, Bhoutan, Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Indonésie, Iran, Japon, Kiribati, Malaisie, Maldives, Népal, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, Sri Lanka, Thaïlande, Tonga, Union des Républiques socialistes soviétiques, Vanuatu et Viet Nam.

3. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Organisation internationale du Travail (OIT) étaient également représentés.

Allocution d'ouverture

4. Dans son allocution d'ouverture, S. Exc. le général Prem Tinsulanonda, premier ministre du Gouvernement royal thaïlandais, a souhaité la bienvenue aux participants et a déclaré que les ministres se réunissaient à un moment opportun pour échanger des données d'expérience et mettre au point un programme régional commun qui serait présenté à la quatrième Conférence générale de l'ONUDI. La plupart des pays avaient axé leurs efforts sur la recherche des moyens qui leur permettraient de faire face à l'évolution de la situation économique. Depuis 1980, la Thaïlande mettait l'accent sur l'élaboration de programmes et de politiques d'ajustements économiques pour parvenir à moyen terme à établir une balance des paiements adéquate tout en maintenant l'impulsion donnée à la croissance. Le secteur industriel s'était développé grâce à l'adoption de mesures concrètes pour mettre en place des industries à forte proportion de main-d'oeuvre et orientées vers l'exportation, et accroître leur efficacité. L'industrialisation avait permis à la Thaïlande de passer d'un système économique traditionnel à un système plus moderne sans pour autant négliger le rôle important du secteur agricole.

5. La montée du protectionnisme avait de graves répercussions sur les programmes tendant à accroître l'exportation de produits manufacturés. A cet égard, il faudrait s'efforcer davantage de développer la coopération régionale

Sud-Sud. Il était, semble-t-il, très possible de tirer parti des moyens et des économies d'échelle existant dans la région et d'accroître les exportations de produits manufacturés. La Thaïlande s'était efforcée par l'intermédiaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) de développer ses capacités manufacturières dans le cadre de projets conjoints. Il faudrait que de tels efforts de coopération s'étendent à l'échelle de la région et que des programmes concrets soient mis au point pour renforcer ce processus.

6. Le rôle de la technologie, qui était lié à d'autres aspects du développement, était un important sujet de discussion dans le processus d'industrialisation. Il était indispensable de développer les capacités techniques en fonction des besoins particuliers. Les pays membres de la CESAP devraient échanger l'expérience considérable et variée qu'ils avaient acquise dans ce domaine. L'acquisition et l'assimilation de techniques importées, la mise au point de techniques locales, l'organisation et la gestion de la recherche-développement ainsi que l'élaboration de programmes de formation et la mise au point de systèmes d'information étaient également importantes à cet égard.

7. Le Premier Ministre a souhaité la bienvenue en Thaïlande aux participants à la Réunion et a exprimé l'espoir que leurs délibérations leur permettraient d'apporter des solutions pragmatiques et réalistes aux problèmes auxquels ils se heurtaient actuellement.

8. Dans son allocution d'ouverture, le Secrétaire exécutif, après avoir souhaité la bienvenue aux ministres, a remercié le Premier Ministre du Gouvernement royal thaïlandais d'avoir bien voulu, malgré son emploi du temps chargé, ouvrir officiellement la Réunion.

9. Les dernières années avaient vu l'apparition dans l'économie mondiale de plusieurs faits inquiétants susceptibles d'influer sensiblement sur les perspectives d'industrialisation des pays en développement de la région. Il s'était donc avéré nécessaire de revoir les stratégies et politiques d'industrialisation adoptées et d'accélérer l'exploitation du potentiel existant afin d'assurer une croissance autonome tant au niveau national que régional. La quatrième Conférence générale de l'ONUDI qui devait se tenir dans quelques mois venait donc à point nommé dans la mesure où elle donnerait la possibilité d'évaluer les changements survenus et de formuler des stratégies permettant de faire face aux nouveaux problèmes qui se poseraient dans les années 80 et au-delà. La CESAP, pour sa part, était heureuse de pouvoir, en collaboration avec l'ONUDI, participer activement et de façon positive aux préparatifs de la Conférence.

10. Dans le cadre de ces préparatifs, la CESAP et l'ONUDI avaient convoqué en décembre 1983 une réunion d'experts de haut niveau. Les recommandations de ce Groupe d'experts venaient d'être examinées à la Réunion des hauts fonctionnaires précédant la Réunion des ministres de l'industrie de la CESAP en prévision de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI et les hauts fonctionnaires l'avaient incorporées au rapport qu'ils soumettaient aux ministres et qui mettait en relief les principales questions relatives à l'accélération du développement industriel dans la région.

11. Les aléas de l'économie mondiale entraîneraient un renforcement de la coopération régionale et sous-régionale. Cette coopération devrait prendre des formes plus pragmatiques et opérationnelles et devrait, au-delà du commerce et des questions financières, porter sur d'autres domaines tels que la technologie et les ressources humaines.

12. Les petits pays et les pays de taille moyenne à faible revenu, notamment les moins avancés et les petits pays insulaires en développement avaient beaucoup souffert des répercussions des perturbations extérieures. C'était aussi dans ces pays que l'industrialisation poserait le plus de problèmes et que la modernisation, la croissance industrielle et la coopération régionale auraient vraisemblablement le plus grand effet.

13. S'agissant des travaux du secrétariat, le Secrétaire exécutif a appelé plus particulièrement l'attention sur les efforts qui avaient été faits pour mettre en valeur les ressources techniques en vue de promouvoir le progrès économique et social dans la région. La CESAP avait élaboré un plan d'action sur la technique au service du développement qui, espérait-il, contribuerait sensiblement à faire de la technique un outil plus efficace au service du développement économique et social de la région.

14. Le Directeur exécutif de l'ONUDI a remercié le Premier Ministre thaïlandais d'être venu inaugurer cette importante réunion et a félicité la CESAP de son efficacité.

15. La quatrième Conférence générale de l'ONUDI allait se tenir à un moment critique qui réclamait des initiatives nouvelles pour instaurer entre les pays des relations de partenaires à part entière afin de redresser la situation mondiale. Il fallait admettre, vu l'interdépendance croissante qui caractérisait l'économie internationale, que l'industrialisation accélérée

du tiers monde était une condition indispensable de ce redressement. Ces progrès stimuleraient également les économies des pays développés qui pourraient ainsi mobiliser leurs capacités en partie inutilisées pour produire des biens destinés aux marchés du Sud. L'industrialisation du Sud, a souligné le Directeur exécutif, profiterait en fait autant au Nord qu'au Sud.

16. Les pays en développement devraient réaffirmer le rôle vital de l'industrialisation dans le développement socio-économique et reformuler leurs stratégies à cette fin. Les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif de Lima - objectif plutôt modeste - étaient encore très limités. Pour l'atteindre, la communauté internationale devait maintenant s'accorder sur une stratégie globale. La quatrième Conférence pouvait être précisément l'occasion d'une telle tentative.

17. Se référant à la Réunion de hauts fonctionnaires, le Directeur exécutif a dit qu'elle avait jeté les bases d'une nouvelle approche qui supposait entre autres que l'on entretienne la dynamique de la croissance interne, que l'on intègre les différents aspects du développement industriel, y compris ses relations avec le développement social et que l'on se préoccupe des questions générales que posaient les systèmes internationaux de financement et d'échanges et de la situation des pays les moins avancés. Il s'ensuivait donc, a-t-il souligné, que les pays en développement devaient se doter des facteurs clefs de leur développement industriel, à savoir les ressources humaines, énergétiques, financières, scientifiques et techniques nécessaires, sans cesser de suivre l'évolution rapide de la production, des échanges commerciaux et de la technique, et de s'y adapter. En outre, tous les pays devaient, plus que jamais, entretenir le dialogue. La quatrième Conférence générale de l'ONUDI serait un événement important car elle aborderait ces difficultés, étudierait les mesures envisagées, donnerait des directives à l'ONUDI et orienterait l'utilisation de ses capacités en tant que future institution spécialisée. L'importance de la région en développement de la CESAP, si riche en ressources, si vaste et si diversifiée, donnait une portée exceptionnelle à cette Réunion qui serait d'un grand poids dans les délibérations de l'ONUDI à sa quatrième Conférence générale.

Election du bureau

18. Les participants ont à l'unanimité élu S. Exc. M. Ob Vasurarna (Thaïlande) président de la Réunion. Leurs Exc. M^{rs}. N.D. Tiwari (Inde), Illahi Bakhsh Soomro (Pakistan) et Earon Vaea (Tonga) ont été élus vice-présidents et M. L.S. Perera (Sri Lanka) rapporteur.

Adoption de l'ordre du jour

19. La Réunion a adopté l'ordre du jour suivant :
1. Ouverture de la réunion
 2. Election du bureau
 3. Adoption de l'ordre du jour
 4. Rapport de la Réunion de hauts fonctionnaires
 5. Adoption du rapport

II. EXAMEN DES PROBLEMES

20. Le Chef de la Division CESAP/ONU/DI de l'industrie, des établissements humains et de la technologie a présenté le rapport de la Réunion de hauts fonctionnaires (voir annexe), qui comprenait deux parties principales : d'une part, un projet de position régionale pour la quatrième Conférence générale de l'ONU/DI et, d'autre part, l'état d'avancement du programme de travail du secrétariat de la CESAP eu égard à l'industrie et à la technologie. Le Chef de la Division a fait une synthèse des principaux éléments du projet de position régionale et a résumé les recommandations concernant les travaux du secrétariat.

21. Les participants se sont félicités du rapport des hauts fonctionnaires et en particulier du projet de position régionale pour la quatrième Conférence générale de l'ONU/DI, qui présentait un examen objectif de l'industrialisation dans la région, offrait une évaluation réaliste des perspectives et dressait un tableau équilibré des principaux problèmes que rencontreraient les pays en développement de la CESAP dans le domaine du développement industriel durant les années 80. Les participants ont félicité les hauts fonctionnaires de leur excellent travail et ont entériné leur rapport. Ils ont remercié le secrétariat de la CESAP d'avoir efficacement préparé et organisé la Réunion et ont exprimé toute leur gratitude au Gouvernement thaïlandais pour son aimable hospitalité. Ils ont aussi adressé leurs sincères remerciements au Premier Ministre thaïlandais pour avoir prononcé une allocution dont la teneur allait alimenter les débats sur le point de s'ouvrir.

22. Les participants ont passé en revue l'expérience de leurs pays respectifs en matière d'industrialisation et ont esquissé les perspectives

/ d'avenir

d'avenir dans ce domaine compte tenu de la conjoncture économique mondiale et de son évolution probable dans le futur prévisible. Telle était l'optique dans laquelle avait été formulée la position régionale pour la quatrième Conférence générale de l'ONUDI.

Position régionale pour la quatrième Conférence générale de l'ONUDI

23. Les participants ont réaffirmé le rôle essentiel de l'industrialisation pour le progrès économique et social des pays en développement. L'industrialisation constituait un facteur critique de modernisation, de diversification et de promotion de la croissance économique autonome. Cette importance capitale devait être réitérée aux niveaux national, régional et mondial : au niveau national dans l'optique d'une réorientation des politiques industrielles; au niveau régional sous forme de démarches communes et d'un regroupement des ressources; au niveau mondial sous l'aspect d'une stratégie visant à atteindre l'objectif de Lima.

24. Les participants ont souligné à nouveau l'importance de cet objectif qui visait à porter à 25 p. 100, d'ici l'an 2000, la part des pays en développement dans la production industrielle mondiale, et ils ont noté avec regret les progrès très limités qui avaient été réalisés dans cette voie. Une stratégie globale s'imposait de toute urgence à cet égard. La part des pays en développement de la région de la CESAP avait été estimée à 10 p. 100, ce qui correspondait à l'objectif de 8,9 p. 100 pour la croissance de la production manufacturière fixé dans la stratégie régionale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement. Comme la part régionale de la valeur ajoutée manufacturière mondiale était passée de 2,1 p. 100 en 1963 à 3,4 p. 100 seulement en 1982 (Chine exclue) et étant donné les incertitudes qui caractérisaient actuellement l'économie mondiale, l'espoir d'atteindre l'objectif régional restait lointain. Toutefois, les perspectives d'industrialisation dans la région apparaissaient prometteuses dans le long terme. La CESAP englobait la plus vaste région en développement du monde, avec environ 55 p. 100 de la population et 17 p. 100 de la superficie du globe (Chine exclue). Sa part actuelle dans la production industrielle mondiale était estimée à 7,2 p. 100, ce qui laissait de grandes possibilités d'expansion pour l'avenir. En outre, la région était pourvue de ressources diverses et le vaste marché qu'elle représentait constituait sa force. Elle pouvait donc devenir un nouveau pôle de croissance moyennant des stratégies et des politiques appropriées.

25. Les participants ont noté qu'en raison des dimensions de la région en développement de la CESAP, de son hétérogénéité et de la diversité de l'expérience de ses pays membres, il n'y avait pas de politique en soi qui puisse s'appliquer à tous avec une force égale. Chaque pays devait donc formuler sa propre stratégie d'industrialisation en fonction de sa situation et de ses propres ressources, priorités et objectifs. Il s'ensuivait que des stratégies régionales de développement industriel ne pouvaient être envisagées qu'en termes généraux, en s'efforçant de dégager les éléments essentiels qui étaient communs à la plupart des pays en développement de la région. Ces stratégies, ainsi que les problèmes posés, étaient examinés ci-après en fonction des principaux domaines de discussion énoncés au point 5 de l'ordre du jour provisoire de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI.

26. Rappelant que la région en développement de la CESAP comptait la plus forte concentration de pauvres dans le monde, les participants ont souligné qu'il fallait, comme l'avait recommandé la Réunion des ministres de l'industrie des pays de la CESAP en 1977, continuer à mettre l'accent, dans les stratégies industrielles, sur la croissance dans la justice sociale. Le renforcement des liens entre agriculture et industrie et entre grandes et petites industries, la dispersion des industries hors des métropoles et l'accroissement de la production de biens de première nécessité demeuraient des objectifs aussi valables aujourd'hui qu'en 1977. Dans un tel contexte, les participants ont souligné la nécessité de renforcer le rôle des femmes dans le développement industriel de la région. La stratégie industrielle recommandée par le Groupe ad hoc de ministres en 1981 - qui réservait un rôle important à la planification du développement et à une approche globale de l'ensemble des secteurs pour résoudre les problèmes d'emploi - gardait également tout son à-propos. Compte tenu de l'évolution économique internationale durant les années 80, les participants ont demandé que les stratégies et les politiques industrielles soient réorientées vers une dynamique de croissance interne et vers la mobilisation systématique des efforts nationaux, régionaux et internationaux en vue de promouvoir la production industrielle, le commerce et le développement technologique.

27. Ils ont souligné que l'immensité même de la population d'une région, qui était de loin la plus peuplée du monde, faisait bien ressortir l'importance du rôle des ressources humaines dans le développement en général et dans

le développement industriel en particulier, et la nécessité de faire effectivement entrer dans le jeu l'ensemble des secteurs en vue de résoudre les problèmes d'emploi. Par ailleurs, l'impérative obligation d'assurer la croissance continue des emplois agricoles, industriels et tertiaires face aux progrès constants de la science et de la technique allait lourdement peser sur les ressources du secteur de l'éducation qui devrait relever massivement le niveau général des compétences. L'amélioration indispensable des capacités technologiques dans l'industrie entraînerait, en particulier, de nouveaux besoins en matière de formation professionnelle et spécialisée. Les participants ont souligné la nécessité, pour faire face à cette énorme tâche, d'intégrer effectivement la politique et la planification en matière d'éducation aux plans et politiques de développement industriel et de développement global.

28. Ils ont souligné, d'autre part, que la technologie moderne serait appelée à jouer un rôle central dans l'industrialisation des pays en développement de la région de la CESAP au cours des années à venir, en particulier pour accélérer la croissance des industries et des exportations d'articles manufacturés et pour améliorer les rendements. Toutefois, en raison des écarts entre ces pays et de l'importance accordée au domaine social, spécialement à la création d'emplois, il serait essentiel de continuer à faire preuve de sélectivité dans le choix des techniques. A cet égard, il était impératif de continuer à s'efforcer de faciliter aux pays en développement l'accès à la technologie moderne des pays industrialisés et de renforcer les capacités technologiques des premiers.

29. Les participants ont suggéré que les pays industrialisés adoptent en matière de transfert de technologie une attitude plus souple et plus libérale. Ils ont invité les pays en développement de la région à coopérer plus étroitement à cet égard. Ils ont également souligné le rôle important que les investissements étrangers et les sociétés transnationales pouvaient jouer dans les pays en développement, dans les limites du code de conduite de ces sociétés une fois que celui-ci aurait été approuvé.

30. On a rappelé l'importance cruciale des ressources financières pour l'industrialisation. De nombreux pays en développement de la CESAP avaient amélioré le rendement de leur fiscalité et accru le coefficient d'épargne, par l'intermédiaire d'institutions financières établies ou nouvellement

créées. Cependant, même ainsi accrues, les ressources financières internes ne suffisaient pas à couvrir les besoins en matière d'investissements industriels. Il fallait mettre à la disposition des pays en développement des ressources financières internationales plus importantes à des conditions de faveur. Il fallait donc réformer le système monétaire et financier international. Le financement extérieur était nécessaire non seulement pour compléter les ressources financières intérieures mais également pour ouvrir l'accès à la technique moderne. On a préconisé que les organismes internationaux de financement adoptent une attitude plus libérale à l'égard du financement de l'assistance au développement et dégagent rapidement les fonds au profit de programmes plutôt que de projets particuliers. Il fallait à cet égard prendre spécialement en considération les pays les moins avancés, les pays sans littoral et les pays insulaires en développement. On devait continuer à explorer les possibilités de création de coentreprises aux niveaux sous-régional, régional et international.

31. Les participants ont souligné que l'énergie était un facteur critique de l'industrialisation actuelle et future de la région de la CESAP. Son coût croissant avait contribué à la hausse des prix des biens de consommation dans tous les pays en développement, ce qui représentait un lourd fardeau pour des fractions importantes de la population de la région, surtout dans les pays dépourvus de pétrole, de houille et de gaz naturel. On a souligné la nécessité de développer considérablement les installations hydroélectriques étant donné le vaste potentiel de la région. Il faudrait toutefois mobiliser pour faire face aux investissements nécessaires des ressources financières considérables à tous les niveaux possibles. Les participants ont aussi préconisé de poursuivre la prospection et l'exploitation d'autres types et sources d'énergie : énergie géothermique, biomasse, énergie solaire et énergie nucléaire. Ils ont indiqué qu'il fallait, à cette fin, élaborer de nouvelles formes de coopération aux échelons régional et sous-régional.

32. Les participants ont souligné la nécessité d'aménager les structures industrielles et de redéployer les industries des pays développés vers les pays en développement. Dans la région en développement de la CESAP, la restructuration de l'industrie continuerait d'entraîner une évolution progressive de l'importance relative des différents secteurs et industries et se traduirait par des aménagements des processus de production, de la production et de la structure des entreprises. La restructuration de l'industrie au niveau national

était considérée comme un processus dynamique recouvrant également des améliorations substantielles sur le plan des techniques, des compétences professionnelles, de l'organisation, de la gestion, de la planification et des politiques. Ces changements déboucheraient sur une productivité accrue, une amélioration des compétences professionnelles, et une plus grande compétitivité sur les marchés étrangers et pourraient aboutir à un développement industriel soutenu à condition de suivre en permanence les forces motrices et les tendances aux niveaux national, régional et international. Toutefois, il faudrait, pour atteindre cet objectif, y consacrer des efforts et des ressources, en particulier financières, considérables et appliquer des politiques macro-économiques efficaces.

33. Les participants ont estimé qu'il était très important pour tous les pays riches en ressources d'adopter des politiques d'industrialisation fondées sur ces ressources. Il fallait que ces pays s'efforcent d'accroître systématiquement les moyens industriels dont ils disposaient pour traiter leurs produits agricoles et leurs matières premières minérales s'ils voulaient augmenter la valeur ajoutée à la production et resserrer ainsi les liens entre les secteurs manufacturier, agricole et minier. Un certain nombre de pays s'étaient dotés d'industries fondées sur leurs ressources agricoles, forestières, marines, minières et énergétiques non seulement pour faire face à la demande intérieure mais également pour exporter. Les participants ont noté que de nombreux pays en développement de la CESA² étaient très bien placés pour développer une industrie fondée sur leurs ressources mais qu'ils avaient besoin pour ce faire d'apports extérieurs (experts et biens d'équipement). La coopération régionale a été jugée importante à cet égard.

34. Les participants ont noté les obstacles auxquels se heurtait l'industrialisation dans les pays les moins avancés, les pays sans littoral et les pays insulaires en développement de la région de la CESA² et ont recommandé à la communauté internationale de redoubler d'efforts pour aider ces pays. Ils ont également souligné le fait que les pays insulaires du Pacifique et les autres pays insulaires en développement étaient confrontés à des problèmes particuliers en raison de leur situation géographique et du morcellement de leur territoire. C'est pourquoi ces pays méritaient une attention toute spéciale. Les participants ont insisté en particulier pour que le nouveau Plan substantiel d'action soit effectivement appliqué à l'échelle

régionale et mondiale et ils ont recommandé que l'on prépare un programme spécial pour aider les pays les moins avancés à s'industrialiser. Ils ont aussi demandé instamment que l'on fasse bénéficier les pays les moins avancés et les pays insulaires en développement d'un surcroît d'assistance bilatérale et multilatérale de façon à ce que ces pays puissent faire face à leurs urgents besoins. Ils ont en outre pressé les pays membres de la CESAP de participer activement à la réunion sur la promotion des investissements qui se tiendrait au Népal en juin.

35. Le niveau d'industrialisation et de développement économique était à l'heure actuelle encore très bas dans de nombreux pays en développement de la région de la CESAP. Cela était essentiellement le fait de la domination impérialiste et colonialiste. Les participants ont insisté sur le rôle central que l'industrialisation pouvait jouer dans le développement rural de nombre de ces pays. Comme l'économie de la plupart d'entre eux reposait encore sur l'agriculture puisqu'en moyenne ce secteur employait environ 56 p. 100 de la population active totale et produisait quelque 27 p. 100 du PIB, le renforcement des liens entre l'agriculture et l'industrie resterait l'un des principaux fondements du développement économique et social des zones rurales. La plupart des agro-industries pourraient y être développées dans le cadre de petites ou moyennes entreprises transformant des matières premières agricoles ou fournissant des produits d'origine agricole en vue d'un traitement ultérieur. Ainsi, l'établissement d'un lien solide entre les éléments essentiels de la réorientation de la politique industrielle - des agro-industries fondées sur de petites entreprises en zones rurales - constituait-il l'un des principaux moyens à mettre en oeuvre pour réaliser un développement rural intégré.

36. Les participants ont fait observer que la situation économique internationale influait nettement sur le rythme et la structure de la croissance industrielle des pays en développement. A cet égard, ils se sont déclarés préoccupés des récentes difficultés auxquelles se heurtait l'économie mondiale. La récession prolongée des pays industrialisés, la reprise actuelle incertaine et la stagnation du commerce mondial avaient des effets négatifs sur les pays en développement. Il en résultait en effet pour ces derniers des problèmes de balance des paiements qui compromettaient leur production industrielle et réduisaient les investissements nécessaires à la création de nouvelles capacités, sans compter le fardeau du service d'une dette croissante. La

situation était aggravée du fait d'un protectionnisme croissant, de pratiques de dumping, de l'instabilité des taux de change et de taux d'intérêt élevés et variables, et autres pratiques dommageables comme les politiques coercitives de pressions économiques, blocus et embargos, appliquées à l'encontre de nombreux pays en développement - pratiques qui devaient être éliminées.

37. Les participants ont souligné la nécessité de renforcer la coopération Sud-Sud eu égard à l'incertitude des perspectives extérieures. Ils ont noté que les mesures pratiques à prendre en vue d'une telle coopération relevaient essentiellement de la volonté politique des pays en développement. Il fallait aussi tenir compte des obstacles s'opposant au progrès en la matière, comme l'absence de politiques appropriées, de mécanismes institutionnels et de capacités financières et techniques pour renforcer la coopération. On a mentionné le potentiel de coopération industrielle et la possibilité d'étendre cette coopération, au-delà de la libéralisation des échanges, à d'autres domaines comme la planification industrielle, les investissements, les ressources humaines, la technologie et l'énergie. Les participants ont relevé avec intérêt certaines réalisations notables de l'ASEAN et de la Coopération régionale en Asie du Sud en matière de coopération industrielle. A propos du point 6 de l'ordre du jour provisoire de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI, on a mentionné qu'il était indispensable que la Décennie du développement industriel de l'Afrique bénéficie d'un appui général.

38. Tout en affirmant qu'il y avait lieu de renforcer la coopération Sud-Sud, les participants ont souligné qu'il ne fallait pas en conclure que celle-ci pouvait se substituer à la coopération Nord-Sud. Bien au contraire, ces deux types de coopération pouvaient se renforcer. Les participants ont instamment prié les pays développés de manifester leur volonté politique et de tendre une main coopérative aux pays en développement. L'appui apporté par le Japon à la coopération industrielle au sein de l'ASEAN était à cet égard un bon exemple de la conduite à tenir. A ce propos, les participants ont fait remarquer que la reprise de la croissance dans les pays industriels, la résistance aux pressions protectionnistes et les ajustements structurels et réformes institutionnelles indispensables dans la production et les échanges mondiaux allaient dans le sens des intérêts du Nord comme du Sud. De nombreuses délégations ont déclaré que les problèmes récents de l'économie mondiale témoignaient de l'urgente nécessité d'instaurer un nouvel ordre économique international et d'appliquer la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement.

39. On a estimé qu'il était tout à fait possible d'étendre la coopération industrielle avec les pays à économie planifiée, c'est-à-dire la coopération Est-Sud. Plusieurs pays avaient déjà établi des relations de coopération plus étroites avec des pays à économie planifiée dans le cadre de programmes à long terme de coopération économique, commerciale, scientifique et technique.

40. Les participants ont estimé que les entreprises industrielles du secteur public continuaient à jouer un rôle important dans l'industrialisation de la plupart des pays en développement de la CESAP. Quelques participants ont noté que ce secteur jouait un rôle nécessaire dans l'économie mixte qui caractérisait leur pays, où la faiblesse ou l'absence d'investissements privés, dans de grandes entreprises en particulier, rendait les investissements publics indispensables. On a fait ressortir que les entreprises publiques devaient également être financièrement rentables, de façon à ce que l'on puisse consacrer des ressources intérieures accrues à de nouveaux investissements. L'amélioration de la gestion et de la rentabilité de ces entreprises serait donc décisive. Les entreprises publiques pouvaient également contribuer à la réalisation de certains objectifs sociaux. Les participants ont instamment demandé un accroissement de l'assistance fournie à cet égard par des organisations internationales telles que l'ONU et la CESAP.

41. De nombreuses délégations ont également souligné le rôle important du secteur privé dans le processus d'industrialisation des pays en développement de la région. Plusieurs ont noté que ce secteur pouvait utilement contribuer à promouvoir l'apport de capitaux étrangers, le transfert de technologie, les connaissances en matière de gestion et l'accès aux marchés et donc faciliter le processus de croissance industrielle. Les participants ont convenu qu'il fallait s'efforcer de parvenir à un équilibre approprié entre les secteurs public et privé à l'échelle nationale afin de maximaliser les avantages tirés de ces deux secteurs. Répétant l'importance de chacun d'eux, les participants ont demandé instamment qu'ils bénéficient l'un et l'autre de l'assistance internationale.

42. Trois délégations ont souligné l'importance des questions de paix, de détente et de désarmement. La plupart des délégations ont toutefois estimé que ces questions ne relevaient pas de la quatrième Conférence générale de l'ONU puisqu'elles étaient traitées dans d'autres instances ainsi qu'à l'Assemblée générale qui avait adopté une résolution à leur sujet.

43. Les participants se sont particulièrement référés à l'ONUDI, à ses activités actuelles et futures ainsi qu'aux ressources qu'elle fournissait. Ils ont souligné que l'ONUDI avait, grâce à l'exécution de programmes ambitieux, considérablement contribué au développement industriel de la région. C'est ainsi qu'elle avait, pour donner suite aux recommandations de sa deuxième Conférence générale de Lima et de sa troisième Conférence générale de New Delhi, entrepris des programmes aussi essentiels pour l'industrialisation que la mise en place de systèmes d'informations techniques, l'organisation de consultations et la réalisation d'études économiques, et pris d'importantes initiatives sur le plan du développement des techniques, de la coopération entre pays en développement, etc. A la veille de la quatrième Conférence générale, les pays de la région devaient non seulement souligner à nouveau l'intérêt que présentaient les travaux de l'ONUDI pour ses pays membres mais aussi et surtout établir les grandes lignes des divers programmes prioritaires et mobiliser des ressources suffisantes, en s'adressant notamment au Fonds des Nations Unies pour le développement industriel, afin de permettre à cette organisation de poursuivre sa tâche. Parmi ses futures activités, on a notamment mentionné les programmes de formation professionnelle, les programmes relatifs à l'énergie et à l'acquisition et à la mise au point de techniques ainsi que les programmes concernant le redéploiement et la restructuration de l'industrie. Certains représentants de pays insulaires du Pacifique ont fait état des graves difficultés auxquelles se heurtaient leurs pays et qui justifiaient que l'on veuille tout particulièrement, à un moment où les organismes des Nations Unies avaient tendance à réduire leur assistance financière, à ce que se poursuive l'aide de l'ONUDI en faveur de leur développement industriel.

Examen des activités

44. Les participants ont appuyé les activités entreprises dans le cadre du programme de travail du secrétariat conformément aux politiques et stratégies recommandées par les ministres de l'industrie à leur réunion de 1977 et au programme minimum d'action élaboré par le Groupe ad hoc de ministres de l'industrie en 1981. Ils ont réaffirmé que des recommandations restaient toujours valables. Ils ont néanmoins prié instamment le secrétariat de renforcer ses activités dans ces domaines où la progression des travaux n'avait pas été satisfaisante et de mettre rapidement à exécution d'autres projets qui n'étaient pas encore en oeuvre pour diverses raisons.

45. Dans le domaine de l'industrie, il fallait accorder davantage d'attention au renforcement de la coopération entre pays en développement et de l'assistance aux pays les moins avancés, aux pays sans littoral et aux pays insulaires du Pacifique et autres pays insulaires en développement. On a signalé à cet égard des programmes comme ceux portant sur le développement de la petite et moyenne industrie, sur le resserrement des liens entre l'agriculture et l'industrie et sur l'industrialisation des zones non métropolitaines.

46. Les participants ont insisté sur le renforcement des moyens et capacités technologiques des pays en développement si l'on voulait accélérer le processus de croissance industrielle. Ainsi l'efficacité de la production industrielle s'en trouverait renforcée et les exportations de produits manufacturés multipliées.

47. Après avoir passé en revue les progrès de l'industrialisation depuis la Déclaration de Lima, examiné les contributions de l'ONUDI et de la CESAP, et tiré les conclusions des débats sur les principales questions abordées, les représentants des pays membres de la région ont convenu qu'étant donné la conjoncture internationale actuellement défavorable, il fallait désormais :

- a) Réorienter les politiques aux niveaux national, régional et mondial;
- b) Resserrer la coopération régionale pour combattre le protectionnisme et le dumping;
- c) Multiplier les échanges commerciaux intrarégionaux;
- d) Mettre en commun les progrès techniques;
- e) Poursuivre la coopération Nord-Sud dans le domaine du financement et du transfert de technologie;
- f) Encourager, le cas échéant, la participation du secteur privé et du capital étranger privé;
- g) Améliorer et concentrer, si besoin était, les investissements du secteur public;
- h) Accélérer et améliorer la formation;
- i) Intensifier le développement rural intégré;
- j) Opter pour les solutions énergétiques appropriées et les appliquer;

k) Accorder une attention particulière aux îles du Pacifique et autres pays insulaires en développement, aux pays les moins avancés et aux pays sans littoral au marché intérieur réduit;

l) Promouvoir et renforcer la coopération Sud-Sud;

m) Intégrer le rôle de la femme dans le développement industriel de la région, y compris au niveau de la gestion d'entreprises;

et ils ont proposé que l'ONUDI et la CESAP élaborent les politiques et mécanismes appropriés pour atteindre ces objectifs.

III. ADOPTION DU RAPPORT

48. Les participants ont adopté le rapport de la Réunion le 10 mars 1984.

/ Annexe

Annexe

RAPPORT DE LA REUNION DE HAUTS FONCTIONNAIRES PRECEDANT
LA REUNION DES MINISTRES DE L'INDUSTRIE DES PAYS DE LA
CESAP EN PREVISION DE LA QUATRIEME CONFERENCE
GENERALE DE L'ONUDI

I. ORGANISATION DE LA REUNION

1. La Réunion de hauts fonctionnaires précédant la Réunion des ministres de l'industrie des pays de la CESAP en prévision de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI a eu lieu à Bangkok du 12 au 14 mars 1984.

Participation

2. Etaient représentés à la Réunion les membres et membres associés de la CESAP dont les noms suivent : Afghanistan, Australie, Bangladesh, Bhoutan, Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Indonésie, Iran, Japon, Kiribati, Malaisie, Maldives, Népal, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sri Lanka, Thaïlande, Tonga, Union des Républiques socialistes soviétiques, Vanuatu et Viet Nam.

3. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), et l'Organisation internationale du Travail (OIT) étaient également représentés.

Allocution d'ouverture

4. Dans son allocution d'ouverture, le Secrétaire exécutif de la CESAP a déclaré que la Réunion du Groupe d'experts de haut niveau sur l'industrialisation tenue en décembre 1983 avait permis d'analyser soigneusement l'évolution de la situation dans la région en tenant dûment compte des tendances de l'économie internationale et sans perdre de vue les questions dont on avait déterminé qu'elles présentaient une importance particulière pour la quatrième Conférence générale de l'ONUDI. Les experts avaient appelé l'attention sur plusieurs aspects défavorables de la conjoncture économique mondiale qui exigeraient une réévaluation des stratégies d'industrialisation actuelles et qui rendaient d'autant plus nécessaire le renforcement de la coopération régionale.

5. Le souci constant de justice sociale et la nécessité urgente d'atténuer la pauvreté des masses dans la plupart des pays en développement, ainsi que la lutte contre la pauvreté, devraient rester les éléments clés des stratégies

/ d'industrialisation

d'industrialisation des années 80. Il était indispensable également de tenir compte des différences qui existaient entre les pays de la région lorsqu'on élaborerait les politiques et les stratégies régionales de développement industriel.

6. Le programme de travail du secrétariat était axé sur le programme minimum d'action dont le Groupe ad hoc de ministres de l'industrie réuni en 1981 avait défini les grandes lignes. Ce programme avait un rapport direct avec les principales questions qui seraient examinées au cours de la quatrième Conférence générale.

7. Le rôle capital du progrès technique dans l'accélération du développement industriel a été reconnu. Parmi les autres facteurs importants à cet égard, on pouvait citer la formation, la promotion des petites entreprises agro-industrielles dans les zones rurales, l'expansion des industries d'exportation, le financement industriel et les mesures spéciales destinées à favoriser l'industrialisation des pays les moins avancés. La coopération régionale revêtait une importance particulière pour le développement économique et social sous tous ses aspects.

8. Le secrétariat continuerait à accorder l'attention voulue à l'exécution du programme minimum d'action défini dans ses grandes lignes par le Groupe ad hoc de ministres de l'industrie en 1981. Il prendrait des mesures spéciales pour donner suite au Programme d'action de Vienne, développer les services consultatifs techniques et assurer l'exécution d'autres projets qui seraient établis à la suite de l'examen par la Commission du Plan d'action de la CESAP sur la technique au service du développement.

9. Le Représentant spécial du Directeur exécutif de l'ONUDI auprès de la CESAP et conseiller principal hors siège en matière de développement industriel auprès de la Thaïlande, de la Malaisie, de Singapour, de Brunéi et de Hong-kong a déclaré, au nom du Directeur exécutif de l'ONUDI, que cette organisation avait, en coopération étroite avec la CESAP, examiné les problèmes de développement industriel et formulé des propositions relatives à l'application de la Déclaration et du Plan d'action de Lima. La région en développement de la CESAP, qui jouait un rôle de premier plan dans l'industrie du tiers monde, pouvait contribuer, dans une large mesure, à identifier et cerner les questions et les problèmes fondamentaux à examiner à l'échelon mondial en matière de coopération industrielle internationale.

10. La quatrième Conférence générale de l'ONUDI allait avoir lieu à un moment où le processus de développement industriel des pays en développement se heurtait à de graves obstacles et subissait de profondes transformations. Il faudrait que la communauté internationale se rende pleinement compte de l'ampleur et de la complexité de ces problèmes pour que tous les pays s'efforcent ensemble de les résoudre. L'objectif de Lima avait été établi à une époque où l'optimisme industriel régnait. Bien que cet objectif fût modeste, il n'avait pu être pleinement réalisé en raison de la récession qui persistait dans le monde. Celle-ci avait révélé l'interdépendance asymétrique entre le Sud et le Nord et la vulnérabilité du processus d'industrialisation des pays en développement qui subissait le contre-coup des chocs extérieurs et des politiques intérieures du Nord.

11. Il fallait rétablir les bases nécessaires à un processus autonome d'industrialisation dans les pays en développement en réduisant cette asymétrie et cette vulnérabilité économiques et en adoptant une nouvelle approche stratégique. La technologie, l'énergie, la formation professionnelle, la coopération industrielle entre pays en développement et l'adoption de stratégies, de politiques et de mesures institutionnelles novatrices étaient d'une importance critique à cet égard.

12. L'apport de ressources suffisantes était un élément indispensable pour maintenir et développer les capacités industrielles dans les pays en développement menacés par les crises financières. Il fallait mettre au point des mécanismes internationaux qui permettent de mobiliser des ressources financières extérieures aux fins du développement industriel.

Election du bureau

13. Les participants à la Réunion ont élu à l'unanimité M. Djakkrit Puranassuriddhi (Thaïlande) président, M. Wep Kanawi (Papouasie-Nouvelle-Guinée) et I.L. Shrestha (Népal) vice-présidents et M. L.S. Perera (Sri Lanka) rapporteur.

Adoption du rapport

14. L'ordre du jour suivant a été adopté :

1. Ouverture de la Réunion
2. Election du bureau

3. Adoption de l'ordre du jour
4. Principaux problèmes posés par l'industrialisation des pays en développement de la région de la CESAP et quatrième Conférence générale de l'ONUUDI
5. Etat des travaux depuis la deuxième Réunion du Groupe ad hoc de ministres et examen de certaines questions appelant des décisions
6. Adoption du rapport

II. EXAMEN DES PROBLEMES

A. Principaux problèmes posés par l'industrialisation des pays en développement de la région de la CESAP et quatrième Conférence générale de l'ONUUDI

15. Le Chef de la Division CESAP/ONUUDI de l'industrie, des établissements humains et de la technologie a présenté le document de travail intitulé "Principaux problèmes posés par l'industrialisation des pays en développement de la région de la CESAP dans les années 80" /E/ESCAP/IHT/SPLI-UNIDO(4)/17 établi par le secrétariat de la CESAP avec l'aide de l'ONUUDI, ainsi que les documents de l'ONUUDI et de la CESAP distribués en tant que documents d'information. Le document de travail avait été soumis à la Réunion du Groupe d'experts de haut niveau sur l'industrialisation tenue à Bangkok, du 6 au 8 décembre et revu compte tenu des observations formulées par le Groupe. Les débats de la Réunion de hauts fonctionnaires devraient aboutir à la mise au point préliminaire de la position régionale qui serait présentée à la Réunion des Ministres de l'industrie de la CESAP préparatoire à la quatrième Conférence générale de l'ONUUDI. Pour faciliter cette tâche, l'examen du point 4 de l'ordre du jour pourrait être axé sur les trois groupes de questions suivants :

1. Examen et évaluation de l'industrialisation dans la région en développement de la CESAP;
2. Perspectives d'industrialisation;
3. Position régionale pour la quatrième Conférence générale de l'ONUUDI.

16. Les participants à la Réunion se sont déclarés satisfaits de la qualité des documents établis par les secrétariats de la CESAP et de l'ONUUDI, comme base de discussion. Ils ont apprécié en particulier le choix très complet

des questions et problèmes examinés dans ces documents et ont noté que le document de travail reflétait pleinement les vues formulées par le Groupe d'experts de haut niveau sur l'industrialisation. Ils ont approuvé l'analyse effectuée dans ce document et les principales conclusions auxquelles elle avait abouti, et ont également formulé un certain nombre d'observations qui seraient incorporées dans le document formulant la position régionale pour la quatrième Conférence de l'ONUUI.

17. Les participants ont noté qu'au cours des dernières années, l'économie mondiale avait connu l'une des crises les plus difficiles et les plus longues qui se soit produite depuis la grande dépression des années 30. Le ralentissement de la croissance et l'augmentation du chômage, caractéristiques de la récession dans les pays développés, associés à une augmentation et des variations des taux d'intérêt, à des fluctuations des taux de change et à un protectionnisme croissant avaient eu des conséquences néfastes sur les économies des pays en développement. La baisse de la demande de produits manufacturés et de produits de base en provenance de ces pays dans les pays développés et la diminution des apports de capitaux et de l'aide qui ne leur étaient désormais fournis qu'à des conditions plus sévères constituaient pour eux des obstacles considérables à l'industrialisation. A cet égard, une délégation a souligné la nécessité de s'opposer à toute mesure coercitive, tout blocus économique et tout embargo qui iraient à l'encontre d'une coopération entre pays dont le but était d'accélérer le développement économique et en particulier le développement industriel.

18. Les signes de reprise s'étaient accompagnés d'incertitudes et de tendances défavorables en particulier dans le domaine des finances et du commerce internationaux. Les perspectives d'accélération de l'industrialisation des pays en développement ne semblaient donc guère brillantes. Compte tenu de l'interdépendance actuelle de l'économie mondiale, la stagnation et les difficultés économiques des pays du tiers monde devaient être combattues grâce au renforcement de la coopération économique entre tous les principaux groupes de pays en cause : pays en développement, pays développés à économie de marché et pays à économie planifiée.

19. C'était en cette période critique qu'il était prévu de convoquer la quatrième Conférence générale de l'ONUUI afin de donner à la communauté internationale l'occasion d'examiner les résultats enregistrés, de faire le point de

la situation et d'élaborer des stratégies, des politiques et des programmes nouveaux de manière à aider les pays en développement dans leurs efforts d'industrialisation et à leur permettre de réaliser leurs objectifs de développement économique et social.

20. En favorisant une meilleure compréhension des problèmes mutuels, la Conférence pourrait faire progresser de manière décisive la coopération entre pays en développement et pays développés en matière de développement industriel et contribuer à instaurer un climat économique international propice à une restructuration industrielle mondiale.

1. Examen et évaluation de l'industrialisation dans les pays en développement de la CESAP

21. Les participants ont noté qu'au cours des vingt dernières années, les progrès économiques enregistrés dans les pays en développement de la région de la CESAP s'étaient accompagnés d'une transformation de la structure traditionnelle de leur PIB (dont la plus grande part - 44 p. 100 - revenait à l'agriculture) en une structure plus moderne où le secteur des services venait au premier rang (41 p. 100). C'était cependant l'industrie, notamment les activités manufacturières qui en constituaient le sous-secteur le plus important, qui avait connu le taux de croissance le plus élevé (7,0 et 7,8 p. 100 respectivement), et la contribution de l'industrie à la production de biens et de services avait accusé, en passant de 23 à 32 p. 100, l'accroissement le plus considérable des trois secteurs en question. Le fait que l'industrie ait pris le pas sur l'agriculture avait donc été la principale tendance structurelle enregistrée dans les pays en développement de la région de la CESAP.

22. Cette évolution vers l'industrialisation ne se faisait pas simplement et facilement. Les généralisations régionales avaient tendance à dissimuler les différences considérables qui existaient entre les pays et la variété des problèmes qui se posaient à eux. La part déjà grande de trois pays développés dans la production manufacturière régionale (VMA) était passée à environ 69 p. 100 en 1980. S'agissant des pays et territoires en développement de la CESAP, la contribution de la République de Corée, de l'Iran, de la Thaïlande, de Singapour et de Hong-kong à la VMA régionale avait relativement augmenté tandis que celle de l'Inde, des Philippines et du Pakistan avait accusé une diminution. En particulier, la part des pays les moins avancés, déjà petite au début de la période considérée, avait très sensiblement diminué à la fin de

cette période. Néanmoins, la part de la VMA régionale revenant aux trois principaux pays producteurs (Inde, République de Corée et Iran) était encore d'environ 55 p. 100 en 1980. Le progrès de l'industrialisation s'était donc accompagné d'une concentration continue de la VMA dans plusieurs des pays les plus avancés de la CESAP et d'une aggravation des disparités entre les autres pays.

23. Malgré son essor, l'industrie était demeurée le moins développé des principaux secteurs dans plusieurs pays, y compris les pays très importants sur le plan économique. Analysant les causes fondamentales du niveau relativement faible du développement industriel de nombreux pays de la région, une délégation a estimé que c'étaient essentiellement l'impérialisme et le colonialisme qui faisaient obstacle à l'industrialisation de la région de l'Asie et du Pacifique. En outre, il ne fallait pas voir dans la diminution de la part revenant à l'agriculture une tendance positive si cette diminution ne s'accompagnait pas d'une augmentation de la production agricole par habitant. La place prépondérante prise par le secteur des services paraissait excessive étant donnée que les besoins essentiels de la population en matière d'alimentation, d'habillement et de logement demeuraient insatisfaits. Ces déséquilibres structurels, parmi d'autres, témoignaient que les activités industrielles étaient insuffisamment intégrées aux autres secteurs. Enfin, un schéma de croissance industrielle et d'évolution structurelle analogue indiquait, dans de nombreux pays, une absence de complémentarité dans la production industrielle.

24. Contrairement à la structure du secteur de la production, la structure du secteur de l'emploi dans les pays en développement de la CESAP examinés avait assez peu évolué. Bien que, pour l'essentiel, les tendances aient été les mêmes, l'augmentation enregistrée dans le secteur des services (près de 9 p. 100) avait été relativement plus importante que dans l'industrie (environ 5 p. 100). En comparaison des modifications profondes de la structure du PIB, la structure traditionnelle de l'emploi (l'agriculture occupant le premier rang avec 57 p. 100 du nombre total des emplois, suivie du secteur des services avec 28 p. 100 et enfin de l'industrie avec 15 p. 100) était restée pratiquement inchangée depuis 20 ans. Bien que le secteur de l'industrie ait enregistré une croissance satisfaisante, la majorité de la population vivait encore dans les régions rurales et se livrait principalement aux activités agricoles.

25. Les effets de l'industrialisation s'étaient donc fait beaucoup plus fortement sentir au niveau de la production qu'au niveau de l'emploi. Et même compte tenu du fait que l'impact des petites industries était lui généralement moindre au niveau de la production qu'au niveau de l'emploi, la structure actuelle du développement industriel, si elle avait permis de réaliser des progrès considérables dans la modernisation des économies, n'avait pas contribué aussi nettement à résoudre le problème de l'emploi. Dans un certain nombre de pays en développement de la CESAP, le chômage aurait atteint des proportions plus alarmantes encore si la prospérité que connaissaient plusieurs pays du Moyen-Orient membres de l'OPEP n'avait pas rapidement entraîné une offre croissante d'emplois pour les travailleurs migrants de la région de la CESAP.

26. La productivité de plus en plus inégale des différents secteurs montrait par ailleurs que les disparités existant entre ces secteurs quant à la répartition du revenu avaient tendance à s'accroître. Cet état de choses faisait ressortir encore la nécessité de concentrer les efforts entrepris pour améliorer les conditions économiques et sociales dans le secteur de l'agriculture, et posait le problème de la répartition du revenu tant dans l'industrie que dans le secteur des services. La région de la CESAP étant la région en développement la plus peuplée du monde (plus de 2,5 milliards d'habitants, soit 55 p. 100 de la population du globe), les aspects sociaux de l'industrialisation y revêtaient une importance toute particulière. Selon les estimations, entre 700 et 800 millions de personnes vivaient au-dessous du seuil de pauvreté, ce qui constituait la plus grande concentration de pauvres dans le monde.

27. Toute sorte d'autres facteurs tels que le sous-développement technique, les séquelles de la crise de l'énergie, le manque de ressources financières et la concentration des activités industrielles dans les zones métropolitaines freinaient également le processus d'industrialisation dans de nombreux pays en développement de la CESAP. Presque tous étaient aux prises avec des problèmes de planification industrielle et se heurtaient à de grands obstacles, en particulier dans l'exécution de leurs plans.

28. Les participants ont également reconnu l'importance du secteur privé dans l'industrialisation des pays à économie de marché de la région de la CESAP et ont par conséquent invité l'ONUDI à apporter l'attention voulue aux activités tendant à aider ce secteur à développer des industries nouvelles. Le secteur public tenait certes une grande place dans le développement industriel, mais son rôle était déterminé par des considérations politiques et sociales aussi bien

/ qu'économiques.

qu'économiques. Le déficit d'un grand nombre d'entreprises publiques industrielles s'expliquait par ces facteurs, jouant selon des combinaisons diverses. Le secteur public continuerait, sans doute assez longtemps, de jouer un rôle important dans de nombreux pays, le secteur privé n'étant pas encore en mesure d'assurer à lui seul l'industrialisation.

29. Par rapport à l'accroissement sensible des activités industrielles et manufacturières au cours des deux précédentes décennies, la croissance du secteur industriel s'était ralentie de façon spectaculaire (tombant à quelque 2 p. 100 par an) et celle du secteur manufacturier avait notamment diminué (tombant à un peu plus de 5 p. 100) au cours de la période 1979-1982. Ce fléchissement de la croissance industrielle s'était accompagné de variations sous-sectorielles considérables et avait eu des répercussions fâcheuses sur la situation sociale d'importantes couches de la population. Cette évolution défavorable avait plusieurs causes : la détérioration de la situation économique mondiale découlant essentiellement des résultats décevants enregistrés dans les principaux pays à économie de marché, la lenteur des progrès accomplis dans la nécessaire restructuration de l'industrie et de l'économie mondiales, le schéma d'industrialisation observé dans de nombreux pays en développement de la CESAP, qui ne permettait pas, dans la plupart des cas, d'assurer la croissance dans la justice sociale, ainsi que divers autres obstacles internes propres à chaque pays.

30. Malgré la multitude des problèmes et difficultés auxquels ils devaient faire face, de nombreux pays en développement de la région de la CESAP avaient réalisé de gros progrès dans leurs efforts d'industrialisation au cours des deux précédentes décennies. Ils s'étaient également révélés plus aptes que les pays en développement d'autres régions à faire face aux conséquences défavorables des bouleversements économiques qui avaient marqué la récente période de récession. En outre, la région paraissait posséder, dans une large mesure, les moyens voulus pour assurer à l'avenir son développement industriel.

2. Perspectives d'industrialisation

31. Les participants ont réaffirmé que l'objectif de Lima visait à faire passer à 25 p. 100, d'ici à l'an 2000, la part des pays en développement dans la production industrielle mondiale. On prévoyait pour la région en développement de la CESAP une contribution de 10 p. 100 (chiffre estimatif), ce qui correspondait à l'objectif de croissance des activités manufacturières de 8,9 p. 100

fixé dans la stratégie régionale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement. Etant donné que la contribution à la VMA mondiale était passée de 2,1 p. 100 en 1963 à 3,4 p. 100 seulement en 1982 et que des incertitudes continuaient de peser sur l'économie mondiale, l'espoir d'atteindre l'objectif désagrégé de Lima semblait encore plus lointain qu'auparavant.

32. L'industrialisation de la région se poursuivrait sous l'influence prédominante de l'évolution de l'économie mondiale, étant donné surtout l'interdépendance du monde actuel et les liens étroits qui existaient entre de nombreux pays en développement de la région de la CESAP et les marchés internationaux. L'évolution de la situation dans les différents pays industrialisés et ses effets sur les économies des pays précédents détermineraient donc largement le développement industriel ultérieur de la région. Il importait, par conséquent, que les pays de la région poursuivent leurs efforts en vue de modifier les relations monétaires et commerciales internationales actuelles, et recherchent de nouvelles possibilités de développer leur commerce. Ils devraient consentir des efforts particuliers pour renforcer entre eux la coopération économique et tout particulièrement la coopération industrielle. Toutefois, les participants ont souligné que si tout progrès futur en matière d'industrialisation était essentiellement fonction du dynamisme interne des pays en développement de la CESAP eux-mêmes, on ne saurait négliger pour autant, compte tenu des ressources limitées de ces pays, le rôle de l'assistance extérieure à cet égard.

33. Même dans de telles conditions, les perspectives d'industrialisation à long terme pouvaient être considérées comme prometteuses. La région de la CESAP était la région en développement la plus vaste du monde, avec environ 55 p. 100 de la population totale du globe et plus de 17 p. 100 de sa superficie terrestre. En revanche, sa part dans la VMA mondiale, estimée à 7,2 p. 100, restait très en-dessous de ses vastes dimensions et laissait le champ à d'impressionnantes possibilités de développement futur. En outre, elle renfermait toute une série de ressources - minéraux, terres arables, forêts, eau, sources énergétiques, savoir-faire technique et compétences en matière de production - et disposait surtout d'un facteur important primordial pour le développement industriel, à savoir des ressources humaines. Elle possédait donc une force inhérente sous forme d'un vaste marché et d'un potentiel de croissance industrielle considérable.

34. Les participants ont exprimé l'avis que l'un des principaux aspects, négligé jusqu'à présent, était précisément celui des débouchés immenses que pouvait offrir le marché régional aux produits manufacturés et qu'il fallait exploiter dorénavant ces possibilités dans l'intérêt des pays en développement de la région de la CESAP. La CESAP et l'ONUDI pourraient jouer à cet effet le rôle de catalyseurs. Elles pourraient peut-être analyser les raisons pour lesquelles les efforts régionaux ou sous-régionaux visant à exploiter efficacement les possibilités offertes par ce marché et à établir un plan d'action pour en tirer pleinement parti tardaient à aboutir. Avec des stratégies et des politiques appropriées, la région pourrait sans nul doute devenir un nouveau centre de croissance qui saurait susciter la puissante impulsion nécessaire pour assurer une industrialisation accélérée.

35. Etant donné qu'il était capital d'envisager l'industrialisation dans une perspective à long terme, les participants ont souligné qu'il importait d'arrêter le ralentissement notable de la croissance industrielle qu'avaient connu dernièrement de nombreux pays en développement de la région de la CESAP. Une relance du dynamisme industriel et la réorientation des stratégies d'industrialisation, en mettant l'accent sur une plus grande efficacité et sur la réalisation des objectifs sociaux, étaient nécessaires pour y faire progresser le développement économique et social. Certes, le redressement économique dans les pays développés à économie de marché était un facteur important, mais les efforts nationaux tendant à l'adoption de politiques et de stratégies nouvelles et appropriées et du renforcement de la coopération économique industrielle aux niveaux régional et sous-régional n'en demeuraient pas moins essentiels pour atteindre les objectifs visés. Les pays en développement de la CESAP devaient sans aucun doute compter avant tout sur leur propre dynamisme et non sur des influences extérieures pour que leur population atteigne au bien-être économique et social.

3. Position régionale pour la quatrième Conférence générale de l'ONUDI

36. Les participants ont souligné que les pays en développement de la région de la CESAP reconnaissent le rôle important dévolu à l'ONUDI en tant qu'organisation mondiale ayant pour mandat de promouvoir l'industrialisation des pays du Tiers monde et notamment de la région. L'ONUDI avait apporté une assistance technique efficace et encouragé la coopération industrielle entre les pays membres, en fournissant des services d'experts et de consultants, en

/ élaborant

élaborant des études, en offrant des programmes de formation et en aidant à créer des institutions dans le domaine de l'industrie. L'assistance qu'elle fournissait depuis peu aux fins de l'analyse des problèmes industriels qui se posaient aux gouvernements et de l'élaboration des politiques dans le domaine considéré avait été particulièrement appréciée et devrait être intensifiée à l'avenir. Les activités de l'ONUDI visant à promouvoir le redéploiement industriel et, particulièrement, la création de nouvelles capacités industrielles dans les pays en développement méritaient également un appui plus important et il convenait de les développer progressivement par le biais du système de consultations. Dans la limite des ressources disponibles, l'ONUDI devrait continuer à intensifier la diffusion d'informations technologiques tout en assumant la fonction de banque de données, à mettre à jour de temps à autre, sur les techniques avancées. Par là, on renforcerait systématiquement les capacités technologiques dans les pays en développement. Animés par l'espoir que la quatrième Conférence générale contribuerait à promouvoir le progrès industriel dans la région de la CESAP ainsi que dans les autres régions en développement, les pays en développement membres tenaient à exprimer leur plein appui à l'ONUDI et souhaitaient voir ses travaux couronnés de succès.

37. Dans le cadre des préparatifs de la quatrième Conférence générale, les participants ont examiné les problèmes ci-après concernant la coopération internationale et les mesures à prendre au niveau national, et notamment les politiques et la contribution de l'ONUDI dans les secteurs critiques du développement industriel au cours de la période 1985-2000.

36. Ils ont, tout d'abord, noté qu'indépendamment de leur superficie considérable et de la richesse de leurs ressources, les pays en développement de la région de la CESAP se distinguaient également par leur hétérogénéité. Ils différaient quant à la géographie, la superficie, la population, quant aux ressources, au niveau et à la dimension économique et aux conditions socio-économiques et politiques. En dépit du fait que leur schéma de développement présentait certaines similitudes et malgré l'existence de certains problèmes communs, les différences qui les séparaient étaient telles qu'il serait difficile, voire impossible, de recommander une stratégie uniforme pour leur développement industriel. Certes, on pouvait sans doute les classer en quelques grandes catégories comprenant, par exemple, les pays en voie d'industrialisation tournés vers l'exportation, les pays les moins avancés et les pays en développement de niveau intermédiaire, et pousser plus avant cette classification selon le niveau

de développement, la superficie, les ressources des pays considérés et tout autre critère approprié. Les pays insulaires du Pacifique et autres pays insulaires en développement se heurtaient quant à eux à un certain nombre de problèmes particuliers qui tenaient à leur situation géographique et au morcellement de leur territoire.

39. Néanmoins, indépendamment de toute classification, il appartenait à chaque pays de fixer ses propres objectifs, de déterminer ses propres stratégies et de formuler ses propres politiques et plans d'industrialisation en fonction de sa situation particulière, mais le présent document ayant pour principal objectif de formuler la position de la région, les observations ci-après reflétaient d'une manière générale les problèmes et tendances dominants.

40. Après avoir passé en revue les progrès réalisés dans le domaine de l'industrialisation et examiné les problèmes et défis nouveaux qui commençaient à se poser, les participants ont souligné que, comme l'avait recommandé la Réunion des ministres de l'industrie en 1977, on continuerait de mettre l'accent, dans les stratégies industrielles, sur une croissance allant de pair avec la justice sociale. Les grandes orientations recommandées sept ans auparavant, à savoir le renforcement des liens entre agriculture et industrie ainsi qu'entre grandes industries et petites industries, la décentralisation des activités industrielles et l'augmentation de la production de biens de première nécessité, restaient pleinement valables. Les orientations suggérées par le Groupe ad hoc de ministres en 1981, à savoir faire une large place à la planification du développement dans les stratégies de développement industriel et adopter une approche visant tous les secteurs, resteraient également valables pendant le reste de la décennie. La plupart de ces orientations avaient également été prises en compte dans la stratégie régionale pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement.

41. Les participants ont souligné que le progrès technique était le principal moteur du développement industriel et un facteur déterminant de l'augmentation des exportations d'articles manufacturés et de l'amélioration de l'efficacité. L'écart considérable qui séparait les pays développés des pays en développement de la région de la CESAP était notamment dû aux difficultés auxquelles ces derniers se heurtaient pour acquérir, mettre au point et adapter des techniques. Il s'agissait là d'un élément déterminant et l'on constatait à l'évidence de très grandes différences pour ce qui était des taux et des schémas de croissance industrielle même entre les divers pays en développement de la

région. Ceux qui avaient acquis et adapté le plus efficacement des techniques modernes avaient atteint des niveaux de développement industriel supérieurs à ceux de beaucoup d'autres. Plusieurs délégations ont noté le rôle important des investissements étrangers, notamment de la part des sociétés transnationales, pour ce qui était de faciliter le transfert de ces techniques. Les participants sont convenus que ces sociétés devaient respecter un code de conduite.

42. A cet égard, les participants ont reconnu la coexistence d'un secteur traditionnel et d'un secteur moderne dans l'économie des divers pays de l'Asie et du Pacifique et ont souligné qu'il y avait intérêt à procéder à des choix technologiques judicieux dans le secteur industriel. D'une part, on avait besoin de techniques modernes à grande échelle, complexes et à forte densité de capital pour produire des biens de consommation courante et des articles destinés à l'exportation; d'autre part, il était indispensable, en raison des impératifs en matière d'emploi et de l'importance du secteur rural dans les pays de la région, d'encourager les techniques à petite échelle à forte densité de main-d'oeuvre.

43. Les participants ont recommandé que les pays s'efforcent d'accroître leurs capacités technologiques par le biais d'échange d'informations et d'activités de recherche-développement et prennent de nouvelles mesures pour améliorer la formation professionnelle. On a souligné qu'il était essentiel de créer des établissements de recherche-développement et de formation professionnelle pour permettre le progrès technologique et l'adaptation des techniques. Il importait également d'évaluer les incidences socio-économiques des percées technologiques. L'ONUDI devrait en outre renforcer son réseau d'information et de prévision sur le développement technologique. Un grand nombre de pays de la région n'avaient pas adopté de politiques technologiques globales et ceux qui l'avaient fait n'avaient pas encore pris de mesures pour intégrer de façon appropriée la planification technologique à celle du développement.

44. Les participants ont également examiné les problèmes que posait le transfert effectif de techniques aux pays en développement et quelques délégations ont instamment invité les pays développés à libéraliser ce transfert. Les participants ont noté que certains pays en voie d'industrialisation de la région fournissaient déjà une assistance à d'autres pays en développement et aux pays les moins avancés en matière de transfert et de mise au point de techniques et ils ont instamment invité les autres pays en voie d'industrialisation à faire de même.

45. Ils ont noté que le progrès technique était intimement lié à la mise en valeur des ressources humaines. Par ailleurs, comme la région de la CESAP était de loin la plus peuplée de la planète, la seule ampleur de sa population active suffisait à en souligner l'importance pour l'ensemble du développement industriel. Compte tenu de la nécessité d'assurer la croissance continue de l'emploi dans l'industrie et dans d'autres secteurs au cours des années à venir ainsi que de la migration de travailleurs qualifiés vers les pays arabes exportateurs de pétrole, le secteur de l'éducation serait lourdement mis à contribution en vue de former des effectifs considérables. La nécessité d'améliorer les capacités technologiques dans l'industrie entraînerait, en particulier, de nouveaux besoins en matière de formation professionnelle industrielle et de formation spécialisée. Les participants ont souligné que pour relever le défi que représentaient toutes ces responsabilités, il était indispensable d'intégrer étroitement la planification de l'éducation, de la main-d'oeuvre, du développement industriel et de l'ensemble du développement économique.

46. Les participants ont estimé qu'il était capital de disposer de ressources financières suffisantes pour accélérer le développement industriel, que ce soit pour créer de nouvelles capacités ou pour adapter les capacités existantes ou en rationaliser l'utilisation. Ils ont noté avec satisfaction que pratiquement tous les pays en développement de la région de la CESAP avaient intensifié leurs efforts visant à mobiliser les ressources internes, notamment en créant des institutions financières et en renforçant l'efficacité de leurs régimes fiscaux. Toutefois, ces pays ne parvenaient pas encore tout à fait à réunir les investissements nécessaires dans le secteur industriel. Les participants ont invité les pays membres à poursuivre leurs efforts dans ce sens car leurs ressources internes représentaient la source de financement la plus importante pour leur développement industriel.

47. Les participants ont fait observer que, pour financer leurs efforts d'industrialisation, les pays en développement de la région de la CESAP devaient avoir accès à des sources de financement externes afin de pouvoir compléter leurs ressources financières internes. Ils ne pouvaient adopter des techniques modernes qu'en faisant appel à de telles sources. A cet égard, les pays en développement ont demandé une prompt réforme du système financier et monétaire international existant. Ils ont toutefois affirmé que la crise financière internationale actuelle ne pourrait être surmontée sans une assistance

/ substantielle

substantielle de la part des pays développés. Les participants ont aussi demandé instamment la fourniture d'une assistance multilatérale et bilatérale accrue en faveur des pays les moins avancés.

48. Les participants ont souligné que l'énergie continuait à revêtir une importance primordiale pour le développement industriel rapide des pays en développement de la région de la CESAP. Ils se sont déclarés préoccupés par les problèmes alarmants que posaient la pénurie et le coût de l'énergie et ils ont noté que les contraintes énergétiques continuaient de freiner dans une large mesure le développement industriel de ces pays. Ils ont fait toutefois observer que la région de la CESAP recélait des sources d'énergie telles que le gaz, le charbon et l'hydroélectricité, dont la mise en valeur appelait cependant des investissements massifs. Ils ont instamment invité les organismes internationaux compétents à fournir les fonds nécessaires pour mettre en valeur ces ressources énergétiques et en particulier les ressources renouvelables. Ils ont également fait appel à la coopération bilatérale dans ce domaine. Ils ont appelé l'attention sur les sources énergétiques de remplacement et ont souligné les possibilités de développer l'exploitation de minicentrales hydroélectriques, de la biomasse et de l'énergie géothermique. Ils ont fait observer qu'on ne saurait atténuer la pauvreté et le sous-développement tant que l'énergie nécessaire pour développer les divers secteurs économiques comme l'industrie, l'agriculture et les transports ne pourrait être obtenue plus facilement et à des prix moins élevés. Les participants ont également noté avec satisfaction que la CESAP avait mis sur pied en 1987 le Programme régional de mise en valeur de l'énergie dont l'objectif à long terme était d'aider les pays participants à coopérer dans le domaine de la planification et de la gestion de programmes énergétiques, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et de la mise en valeur de sources d'énergie tant classiques que nouvelles et renouvelables.

49. Les participants ont souligné la nécessité d'accroître progressivement la part des pays en développement dans la production industrielle mondiale dans le cadre du processus de restructuration de l'industrie à l'échelle mondiale, ce qui appelait l'aménagement de structures industrielles, le redéploiement des industries des pays développés vers les pays en développement et des changements profonds dans la division internationale du travail. C'est dans cette optique que les pays en développement de la CESAP reconnaissent le rôle important dévolu au système de consultation de l'ONUSI en matière de restructuration. Dans ces pays, la restructuration de l'industrie continuerait d'entraîner une

évolution progressive de l'importance relative des différents secteurs et industries et de traduirait par des aménagements des processus de production, de la production et de la structure des entreprises. La restructuration de l'industrie au niveau national était considérée comme un processus dynamique recouvrant également des améliorations substantielles sur le plan des techniques, des compétences professionnelles, de l'organisation, de la gestion, de la planification et des politiques. Ces changements déboucheraient sur une productivité accrue, une amélioration des compétences professionnelles, et une plus grande compétitivité sur les marchés étrangers et pourraient aboutir à un développement industriel soutenu à condition de suivre en permanence les forces motrices et les tendances aux niveaux national, régional et international.

50. Les participants ont insisté sur le rôle central que l'industrialisation pouvait jouer dans le développement rural de nombreux pays en développement de la région de la CESAP. Comme l'économie de la plupart de ces pays reposait encore sur l'agriculture puisqu'en moyenne ce secteur employait environ 56 p. 100 de la population active totale et produisait quelque 27 p. 100 du PIB, le renforcement des liens entre l'agriculture et l'industrie resterait l'un des principaux fondements du développement économique et social des zones rurales. La plupart des agro-industries pourraient y être développées dans le cadre de petites ou moyennes entreprises transformant des matières premières agricoles ou fournissant des produits d'origine agricole en vue d'un traitement ultérieur. Ainsi, l'établissement d'un lien solide entre les éléments essentiels de la réorientation de la politique industrielle - des agro-industries fondées sur de petites entreprises dans les zones rurales - constituait l'un des principaux moyens à mettre en oeuvre pour réaliser un développement rural intégré.

51. Les participants ont estimé que - à quelque degré que ce soit - les entreprises industrielles du secteur public continueraient de jouer un rôle important dans le processus d'industrialisation d'un certain nombre de pays en développement de la région de la CESAP. De nombreux pays devaient mobiliser davantage de ressources locales en vue d'investissements supplémentaires et il y avait donc lieu de renforcer la contribution de ces entreprises qui pouvait revêtir une importance primordiale. D'où celle, décisive, que revêtait l'amélioration de leur efficacité administrative et économique. Les participants ont également noté que les entreprises industrielles du secteur public pouvaient

/ être

être utilisées comme un précieux instrument de réorientation de la politique industrielle et de réalisation des objectifs sociaux. Ils ont souligné que pour aider à parvenir à ces fins, les organisations internationales telles que l'ONUDI devraient renforcer efficacement leur aide dans le domaine de l'organisation et de la gestion, et que la CESAP devrait entreprendre des recherches, servir de centre d'échanges de vues et de données d'expérience et diffuser des renseignements dans le domaine considéré.

52. Les participants ont fait ressortir que le rôle des entreprises publiques continuerait d'être influencé par des facteurs politiques, sociaux et économiques variant d'un pays à l'autre. Ils ont cependant estimé que l'intervention des pouvoirs publics, et la planification et la promotion des entreprises du secteur public, lorsqu'elles se faisaient à bon escient, n'étaient pas incompatibles avec les mécanismes du marché et les initiatives du secteur privé. Ils ont également été d'avis que le secteur privé avait un rôle important à jouer dans le processus d'industrialisation. Le principal problème consistait à déterminer un dosage et trouver un équilibre appropriés, au niveau national, entre le secteur public et les forces du marché, afin de renforcer le développement industriel dans les pays en développement de la région de la CESAP.

53. Les participants se sont déclarés sérieusement inquiets de la situation socio-économique des pays les moins avancés, d'autant plus que la région de la CESAP comptait 42 p. 100 de la population totale de l'ensemble de ces pays. Ils y ont noté la lenteur de l'industrialisation et ont demandé que des mesures spéciales soient prises à l'échelon régional pour tenter de remédier à divers facteurs, et d'atteindre un rythme raisonnable de développement industriel et socio-économique. A ce propos, ils ont estimé qu'il y avait lieu de poursuivre efficacement l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action. Ils ont reconnu que les pays les moins avancés souffraient essentiellement d'un sous-développement technologique, d'un manque de ressources humaines qualifiées et d'une pénurie de ressources financières. Tout en reconnaissant les efforts de la CESAP à l'égard des pays les moins avancés de la région, ils ont souligné que des mesures spéciales de la part de la communauté internationale s'imposaient plus que jamais pour permettre à ces pays de renforcer leurs capacités technologiques ainsi que leurs efforts de formation et de bénéficier plus largement de conditions avantageuses de financement à court terme et à long

/ terme.

terme. Ils ont estimé qu'il conviendrait de lancer des programmes spéciaux de coopération industrielle afin de les aider dans leur processus d'industrialisation. Ils ont en outre recommandé le lancement d'un programme de coopération en matière de développement industriel sur la base du principe de non-réciprocité aux niveaux régional, sous-régional et international. Il fallait concevoir et appliquer des programmes spéciaux visant essentiellement à aider ces pays dans leurs efforts d'industrialisation. Les participants ont approuvé d'une manière générale les stratégies de développement industriel à l'intention des pays les moins avancés telles qu'énoncées dans le document du secrétariat.

54. Quatre des sept pays les moins avancés que comptait la région de la CESAP étant également enclavés, les participants ont insisté sur la nécessité de se montrer compréhensif à l'égard des problèmes particuliers se posant à ces pays.

55. Les pays insulaires du Pacifique et les autres pays insulaires en développement se heurtaient à des problèmes spécifiques en raison de leur situation géographique et du morcellement de leur territoire, à savoir : pénurie de main-d'oeuvre qualifiée et spécialisée, caractère restreint et fragmentaire des marchés et des ressources, difficultés et coût extrêmement élevé des transports et communications, infrastructure médiocre et insuffisante, insuffisance de renseignements sur les marchés rémunérateurs et concurrentiels, catastrophes naturelles fréquentes.

56. En raison de ces sérieux obstacles, les pays insulaires du Pacifique et les autres pays insulaires en développement avaient de grandes difficultés à attirer et organiser des investissements industriels viables, à négocier des accords financiers et commerciaux appropriés, à concevoir et planifier un développement industriel adéquat, à formuler des politiques tendant à maximaliser l'utilisation des ressources matérielles et humaines, et à assurer le financement du développement.

57. C'est pourquoi ces pays méritaient que leurs demandes visant à promouvoir le développement industriel tant à l'échelon national que régional soient favorablement prises en considération. Il fallait notamment mobiliser des capitaux supplémentaires pour le développement industriel à l'échelon bilatéral et multilatéral, organiser des programmes spéciaux de formation de cadres de gestion et de spécialistes, constituer une équipe spéciale pour

l'exécution de certains projets industriels nationaux et régionaux, et fournir des experts de l'ONUDI pour des périodes de longue durée, afin d'aider les gouvernements à promouvoir le développement de l'industrie et de l'infrastructure nationales.

58. Les participants ont noté que l'évolution défavorable de la situation économique internationale au cours des dernières années avait sérieusement affecté le rythme de croissance industrielle des pays en développement de la région. La récession prolongée des économies industrielles et le redressement lent et incertain en cours avaient des incidences négatives sur leurs économies et réduisaient fortement les perspectives d'accélération de leurs processus d'industrialisation. Le commerce mondial, qui avait connu une lente croissance au cours de la dernière moitié des années 70, avait stagné en 1980 et décliné en 1982.

59. La faiblesse de la demande internationale, accompagnée d'un protectionnisme croissant et d'une évolution défavorable des termes de l'échange, avait eu de graves effets sur la balance des paiements des pays en développement. Les difficultés de paiements étaient encore aggravées en raison de l'insécurité du marché des changes et de taux d'intérêt élevés et variables, étant donné que le marché international des capitaux relevait de plus en plus du secteur privé.

60. Ces difficultés avaient sérieusement entravé les efforts que faisaient les pays en développement pour s'acquitter du fardeau croissant de leur dette extérieure. On constatait que dans de nombreux pays les recettes d'exportation avaient essentiellement servi à faire face aux exigences du service de la dette. La croissance sans précédent du fardeau de la dette dans les pays en développement au cours des dernières années faisait sérieusement douter de leur capacité à en assurer le service. Le problème prenait d'autant plus d'ampleur que l'aide officielle au développement se réduisait tant du point de vue quantitatif que qualitatif.

61. La détérioration de la balance des paiements des pays en développement avait fortement pesé sur leur secteur industriel. Ces pays étaient en effet amenés à réduire leurs importations de matières premières industrielles, de biens intermédiaires et de pièces de rechange, ce qui désorganisait leur production industrielle et aboutissait à une sous-utilisation de leurs capacités. En outre, la pénurie d'importations et les obstacles en matière de change retardaient l'exécution de projets industriels en cours et entraînaient la

remise à plus tard ou l'abandon de plans tendant à la création de nouvelles capacités.

62. Les participants ont fait observer qu'au cours des 10 dernières années plusieurs pays de la région avaient enregistré des taux d'expansion impressionnants de leurs exportations de produits manufacturés. Plusieurs autres pays avaient suivi dans la même voie avec plus ou moins de succès. Compte tenu de la stagnation de la demande mondiale et de tendances protectionnistes croissantes, il convenait de réévaluer soigneusement les possibilités d'exportation, à long terme en particulier. Malgré ces obstacles, plusieurs pays ont déclaré que l'expansion des exportations figurait en bonne place sur leur liste de priorité en raison de la nécessité de se procurer des devises. Compte tenu des perspectives incertaines d'expansion des exportations du tiers monde, on a souligné que les pays devraient s'employer de façon concertée à tirer profit des possibilités actuelles, en accroissant leur efficacité et la compétitivité de leurs produits sur les marchés mondiaux.

63. Les participants ont souligné la nécessité de réorienter les politiques et stratégies en vue d'une expansion industrielle fondée sur le dynamisme interne et tendant à un développement industriel national autonome. La région comprenait plusieurs grands pays qui pouvaient exploiter avec profit la demande potentielle interne afin d'activer l'expansion industrielle. L'orientation vers le marché intérieur présentait l'avantage supplémentaire d'encourager la production de biens essentiels pour la majorité des populations locales et créerait également de meilleures possibilités d'emploi.

64. Les participants ont été d'avis que les incertitudes de la situation économique internationale peseraient en fait essentiellement sur les pays au stade d'industrialisation initial. Ces pays comprenaient un certain nombre de pays petits et moyens à faible revenu, les pays les moins avancés et les petits pays insulaires en développement. Ils se caractérisaient par des marchés intérieurs restreints, une infrastructure matérielle et institutionnelle insuffisante et une pénurie de ressources financières et de main-d'oeuvre qualifiée. Les participants ont particulièrement insisté sur la nécessité urgente d'aider ces pays, même s'il leur était possible d'adopter une politique d'industrialisation à petite échelle fondée sur les ressources locales, en mettant à leur disposition des méthodes novatrices et pragmatiques de coopération industrielle internationale.

65. Les participants ont fait observer que le sentiment de vulnérabilité qui s'était emparé des pays industrialisés avait encouragé les efforts tendant à

l'autonomie et la coopération régionale. Lors de réunions internationales récentes, on avait souligné la nécessité d'une plus grande coopération Sud-Sud, précisément en raison des perspectives extérieures incertaines, coopération qui constituait un des principaux points de l'ordre du jour de la quatrième Conférence générale. En outre, on avait, dans les programmes de travail de la CESAP et de l'OUA, accordé une priorité élevée à la coopération économique et technique entre pays en développement.

66. Il a été reconnu que, si la situation internationale avait rendu indispensable la coopération Sud-Sud, les mesures pratiques à cet effet dépendaient essentiellement de la volonté politique des pays en développement eux-mêmes, ce qui appelait une coopération fondée sur l'égalité et des avantages réciproques. Cette coopération donnerait en outre aux pays en développement un sens véritable de leur interdépendance et constituerait une sauvegarde contre l'établissement de relations économiques inégales entre les pays plus ou moins industrialisés du Sud.

67. La promotion de la coopération intra-Sud se heurtait à un certain nombre d'obstacles qui devaient être pris en considération. Parmi eux, il y avait ceux hérités du passé économique et politique de la région. Les circonstances historiques faisaient que les relations commerciales et économiques, ainsi que l'infrastructure institutionnelle tendaient essentiellement à lier pays en développement et pays développés. En outre, les politiques, mécanismes institutionnels et capacités financières et technologiques visant à renforcer la coopération entre pays en développement s'étaient d'une manière générale révélés insuffisants. Il convenait de reconnaître clairement ces obstacles, de s'efforcer résolument de les surmonter en adoptant les politiques et mécanismes institutionnels requis et en mobilisant les ressources nécessaires et d'établir ainsi une base solide en vue d'une coopération Sud-Sud efficace.

68. En dépit des difficultés, cette coopération Sud-Sud avait été l'objet d'une attention croissante au fil des années et le rôle de l'industrie en particulier s'en était trouvé renforcé, car il avait été possible d'agir de concert pour surmonter les obstacles que présentaient les économies d'échelle, la taille des marchés, les difficultés d'accès à la technologie et la mobilisation des ressources financières. En outre, a-t-on souligné, la coopération industrielle devait, au-delà des échanges commerciaux, s'étendre à des domaines comme la planification industrielle, l'investissement, la mise en place de l'infrastructure matérielle, la formation, la technologie et l'énergie.

69. Les participants ont cependant estimé que malgré l'attitude favorable des pays du Sud à l'égard de la coopération économique et technique entre pays

en développement, les résultats concrets de cette coopération étaient encore loin de correspondre aux espoirs qu'elle avait suscités. Cependant, des progrès, modestes certes, mais assez nets avaient été enregistrés et on avait évoqué plusieurs exemples intéressants de coopération industrielle entre pays de l'ASEAN, attestant que ces pays souhaitaient réellement coopérer dans leur intérêt mutuel.

70. Tout en reconnaissant l'importance de la coopération Sud-Sud, les participants ont estimé qu'il fallait se garder d'en conclure qu'elle pouvait remplacer la coopération Nord-Sud. Bien au contraire, ces deux types de coopération pouvaient se renforcer, le Nord jouant un rôle utile en favorisant la coopération économique entre pays en développement, le Sud en corrigeant certains déséquilibres de l'ordre économique international actuel; ainsi se sentiraient-ils davantage partenaires et leur coopération s'en trouverait-elle renforcée au bénéfice de tous. Plus précisément, les participants ont proposé d'élargir et de renforcer la coopération industrielle - actuellement limitée mais pleine d'avenir - avec les pays à économie planifiée et de poursuivre la coopération industrielle avec les pays développés à économie de marché. Plusieurs pays avaient déjà établi une coopération plus étroite avec des pays à économie planifiée dans le cadre de programmes à long terme de coopération économique, commerciale, scientifique et technique.

71. Les participants ont constaté que des incertitudes et des difficultés étaient apparues sur la scène mondiale à un moment où les relations économiques entre pays étaient de plus en plus interdépendantes et où l'intégration des marchés commerciaux et financiers mondiaux avait grandement progressé. Ils ont souligné la nécessité, vu cette interdépendance, de mettre en oeuvre des mesures propres à soutenir une croissance régulière mais modeste dans les pays industrialisés, de faire échec aux pressions protectionnistes et d'entreprendre les aménagements de structure et les réformes institutionnelles nécessaires en ce qui concerne la production et le commerce mondiaux. A leur avis, ces mesures favoriseraient considérablement les intérêts tant des pays développés que des pays en développement.

72. Deux délégations ont souligné l'importance des questions de paix, de déteste et de désarmement. Plusieurs autres délégations ont toutefois estimé que ces questions ne relevaient pas de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI puisqu'elles étaient traitées dans d'autres instances, ainsi qu'à l'Assemblée générale des Nations Unies qui avait adopté une résolution à leur sujet.

III. ETAT DES TRAVAUX DEPUIS LA DEUXIEME REUNION DU GROUPE
AD HOC DE MINISTRES ET EXAMEN DE CERTAINES
QUESTIONS APPELANT DES DECISIONS

73. En présentant le document E/ESCAP/IHT/SPMI-UNIDO(4)/2, intitulé "Etat des travaux depuis la deuxième Réunion du Groupe ad hoc de ministres et examen de certaines questions appelant des décisions", le chef de la Division CESAP/ONU/DI de l'industrie, des établissements humains et de la technologie a indiqué qu'il s'agissait d'évaluer les travaux récents du secrétariat dans le domaine de l'industrie et de la technologie et d'examiner les principales orientations proposées à cet égard par le Groupe ad hoc de ministres. Certes, les progrès avaient été plus que satisfaisants dans certains domaines comme celui des agro-industries et industries connexes et celui des petites et moyennes industries, mais, faute de ressources financières suffisantes, ils avaient été freinés pour ce qui était des industries du secteur public et de la décentralisation de l'industrie. Le chef de la Division s'est plu à annoncer que, pour la plupart de ses travaux, la Division avait puisé dans ses propres ressources et que certains autres avaient été exécutés en coopération avec l'ONU/DI.

74. Pour ce qui est de la technologie, on s'était surtout attaché à renforcer les institutions de recherche-développement et à favoriser la recherche dans certains importants domaines. Des publications portant sur de nombreux aspects importants de la technologie et de la recherche avaient paru. Ces activités complétaient les travaux du Centre régional de transfert de technologie (CRTT) et du Réseau régional de la machine agricole (RRMA).

75. La question de la technologie au service du développement serait le thème principal de la quarantième session de la Commission qui devait se tenir à Tokyo, en avril, et un "Plan d'action de la CESAP" adopté à l'occasion d'une Réunion intergouvernementale qui s'était tenue au mois de février serait alors présenté à la Commission. Un certain nombre d'activités seraient entreprises en application de ce plan, portant sur la plupart des secteurs importants du point de vue du progrès scientifique et technique.

76. Les participants ont constaté avec satisfaction que le programme de travail du secrétariat était conforme aux politiques et stratégies recommandées par les ministres de l'industrie à leur réunion de 1977 et au programme minimum d'action élaboré par le Groupe ad hoc de ministres de l'industrie en 1981. Les indications, les directives et les nouvelles orientations proposées pour les politiques étaient toujours valables, a-t-il été souligné, dans l'état actuel du développement industriel. Certains représentants ont fait remarquer

que l'état d'avancement des travaux concernant la mise en oeuvre de certains projets prioritaires n'était pas satisfaisant. Cependant, une fois mis en place le Groupe consultatif technique envisagé, le secrétariat pourrait travailler plus efficacement. Une délégation a déclaré que son gouvernement était disposé à accepter que soit créé ce Groupe consultatif technique à condition que celui-ci s'occupe également de la question de la technologie au service du développement et fasse rapport à l'organe compétent du secrétariat

Industrie

77. Etant donné la situation qui régnait dans la plupart des pays de la région, les participants ont souligné la nécessité de donner un nouvel élan aux politiques visant à resserrer les liens entre l'agriculture et l'industrie et entre les agro-industries et industries connexes petites et moyennes; ils ont entériné les conclusions des enquêtes faites par le secrétariat sur l'implantation de certaines industries, telles que mini-usines d'engrais, minipapeteries, etc.

78. Selon les participants, les recommandations que la Réunion intergouvernementale sur les agro-industries et les industries apparentées avait formulées à sa quatrième session, en 1982, étaient toujours d'actualité pour accélérer la croissance de ces industries dans la région. Ils ont examiné le programme de travail de la CESAP relatif au développement des liens entre l'agriculture et l'industrie et au développement des agro-industries et industries connexes, qui comportait des stratégies de développement et prévoyait l'échange de données d'expérience dans un certain nombre de secteurs agro-industries (transformation des produits alimentaires, des huiles et graisses, du cuir, du jute, du caoutchouc et de la soie). A cet égard, ils ont insisté sur la nécessité d'élaborer les mécanismes appropriés de coopération entre pays, coopération qui, ont-ils souligné, favorisait notamment l'échange de connaissances et de données d'expérience, et l'entraide en matière de formation professionnelle, ainsi que dans les domaines de la planification et de l'exécution des programmes de recherche-développement. Il fallait, outre les activités qui visaient déjà à promouvoir la coopération technique entre pays en développement, chercher à établir de nouveaux mécanismes de coopération dans des secteurs industriels particuliers. Il fallait aussi encourager le secteur privé à participer à cette coopération.

79. Les participants ont recommandé de mettre en place, outre l'infrastructure matérielle nécessaire, de nouvelles institutions dans des domaines négligés

comme le crédit, la formation professionnelle et la prestation de services d'appui centralisés. Les pouvoirs publics devaient aussi augmenter les ressources qu'ils consacraient au développement des agro-industries et industries connexes.

80. La technologie agricole avait considérablement évolué les dernières années. Les nouvelles techniques avaient eu des répercussions notables sur la production et la productivité. La mécanisation et l'adoption de techniques nouvelles et éprouvées contribueraient assurément à la modernisation du secteur agricole. Pour tirer tous les avantages possibles de cette évolution, les pays avaient intérêt à adopter les politiques et stratégies les plus propices à la promotion d'une croissance équilibrée et rapide tant de l'agriculture que de l'industrie, en renforçant l'interdépendance de ces deux grands secteurs.

81. Les participants ont attaché une importance toute particulière au développement des petites et moyennes industries. A cet égard, ils ont constaté le rôle de ces industries dans l'amélioration de l'emploi et de la répartition du revenu et dans le renforcement de la base économique et sociale du progrès économique en général. Ils ont noté que les missions d'enquête organisées en vue de consulter les gouvernements de certains pays membres de la région sur les petites et moyennes industries avaient été menées à bien. Les conclusions contenues dans le rapport serviraient à sélectionner les activités à entreprendre immédiatement.

82. Les participants ont recommandé au secrétariat de mettre à jour son Bulletin de la petite industrie et de faire en sorte que les informations qu'il diffusait puissent servir de guide pratique aux chefs d'entreprises industrielles petites et moyennes. Ils ont noté que le rapport d'enquête serait suivi d'une réunion d'experts sur les stratégies, les politiques et les mesures propices au développement des petites et moyennes industries, et d'un atelier sur la modernisation et l'amélioration de l'efficacité de ces industries dans la région. Ils ont approuvé la mise en oeuvre des deux projets.

83. Les participants ont insisté pour que soit relancé le projet d'industrialisation des zones non métropolitaines, vu son importance pour les pays de la région. Ils ont suggéré de le réexaminer comme la Commission l'avait recommandé à sa trente-neuvième session, pour en accélérer l'exécution. Un représentant, rappelant l'appui que son gouvernement avait fourni et l'absence de réaction positive et concrète de la part des pays bénéficiaires, a demandé aux autres délégations de donner expressément leur avis sur les activités complémentaires.

84. En ce qui concerne la coopération industrielle entre pays en développement et l'assistance aux pays les moins avancés, les participants ont pris note de l'enquête CESAF/BASD/BCEP sur l'industrialisation dans le Pacifique Sud, du projet sur les industries motrices et de l'organisation de réunions en vue de la promotion de l'industrie et de réunions ministérielles de solidarité. Ils ont indiqué qu'il fallait poursuivre ces activités.

85. Les participants ont appuyé les propositions tendant à étendre les activités du Club en matière de coopération industrielle et technique. Ils ont été d'avis que le mécanisme du Club pouvait être appliqué plus largement, dans la région et entre régions, pour acheminer et disséminer plus efficacement l'assistance et la coopération industrielles en faveur en particulier des pays les moins avancés. Certaines délégations ont signalé qu'il importait de maintenir le principe d'universalité et de transparence respecté jusqu'alors.

86. Les participants ont d'autre part souscrit à l'idée de recenser, en coopération avec des organes tels que la Réunion régionale des chefs de gouvernement du Commonwealth et la Commission économique du Pacifique Sud, les projets sous-régionaux d'ampleur restreinte ayant trait au traitement des produits primaires destinés essentiellement à l'exportation.

87. La participation accrue de la CESAP à la fourniture de services consultatifs et à la promotion des investissements par le canal de coentreprises, et notamment sa participation à des réunions telles que celles du Népal et du Pacifique Sud en 1984, allait accroître encore la portée des activités du Club. A cet égard, les participants ont accueilli avec satisfaction d'autres projets relatifs à l'évaluation des divers modes d'approvisionnement en énergie des industries de village, ainsi que la préparation, en collaboration avec le CRTT, d'un guide simple sur les techniques permettant de produire du ciment à partir des cendres de balle de riz.

88. Les participants ont relevé l'utilité des projets lancés dans les domaines de la coopération technique et de l'utilisation de l'énergie dans l'industrie, y compris la publication de deux brochures sur le commerce international et les mesures tendant à économiser l'énergie ainsi qu'un projet pilote sur les techniques permettant d'économiser l'énergie dans les petites industries, et la formation correspondante.

89. Ils ont noté avec intérêt l'état d'avancement du projet concernant l'examen du progrès industriel dans la région. La première phase de ce projet

/ comprenait

comportait un examen des tendances antérieures, une étude des plans de développement à moyen terme et une analyse de certaines questions de stratégie. Les participants ont instamment demandé au secrétariat de mener rapidement à bien la deuxième phase, comportant essentiellement des études sectorielles, suivant les recommandations du Comité de l'industrie, de la technologie, des établissements humains et de l'environnement à sa septième session. Ils ont recommandé que le projet soit étendu de façon à porter sur d'autres secteurs manufacturiers importants.

90. Ils se sont félicités des services consultatifs fournis par le secrétariat aux pays membres notamment quant à l'élaboration de politiques industrielles, à la préparation de projets en prévision d'investissements étrangers et aux mesures institutionnelles tendant au développement de certaines industries, et ils ont souligné la nécessité de renforcer ces services.

Technologie

91. Les participants ont pris note du concours apporté par le secrétariat à plusieurs activités communes, mises sur pied par l'Equipe de travail du CAC sur la science et la technique au service du développement en application du Programme d'action de Vienne, et de ce que le secrétariat continuait à jouer le rôle d'agent de liaison régional pour ces activités. Ils ont invité les pays membres à lui communiquer leurs observations sur les projets afin qu'ils puissent être définitivement mis au point ou modifiés et que les priorités puissent être établies.

92. Ils ont pris acte de ce que le secrétariat se proposait d'entreprendre, en mai-juin 1984, l'examen et l'évaluation à mi-parcours des progrès réalisés dans la mise en oeuvre du Programme d'action de Vienne et de son plan opérationnel, et ont instamment invité les pays membres à coopérer pleinement avec lui.

93. Ils ont par ailleurs accueilli avec satisfaction les activités menées par le secrétariat en coopération avec l'CIUDI en vue d'encourager l'accroissement des capacités de conception des projets et l'utilisation de services de consultants des pays membres en développement; ils ont demandé que soit rapidement créé un réseau régional de services consultatifs industriels.

94. De même, le Colloque sur les contrats relatifs à la construction d'oléoducs et de gazoducs, organisé en 1983 en association avec l'ONUUDI, avait abouti à plusieurs recommandations utiles. Il avait permis de fructueux échanges

de données d'expérience entre les parties contractantes. Il fallait donner rapidement suite à la recommandation tendant à ce que soit préparé un guide ou un ensemble de directives sur l'élaboration et la négociation des contrats relatifs à la construction de pipelines, car un tel guide serait très utile pour les pays ayant des capacités limitées à cet égard.

95. La gestion des établissements de recherche-développement constituait une question importante en matière de technologie. Des instituts de recherche et de services industriels contribuaient de façon décisive à la R-D multidisciplinaire, et l'accès aux résultats devait être élargi aux utilisateurs les plus divers des pays en développement. Les participants ont accueilli avec satisfaction les initiatives prises par le secrétariat et ont estimé que l'atelier organisé en 1983 à Séoul devait être suivi d'autres activités, en particulier pour encourager la commercialisation des résultats de la recherche.

96. Les participants ont noté que le secrétariat se proposait utilement d'étudier les caractéristiques des politiques et des cadres institutionnels de la science et de la technique et de leurs liens avec le développement industriel. Il a été suggéré qu'il étudie la gestion énergétique dans l'industrie. A ce propos, les participants ont attiré l'attention sur les utiles travaux réalisés par l'ONUDI et ont estimé que la CESAP devrait leur donner le prolongement voulu dans la région.

97. On a recommandé que le secrétariat établisse une banque de données technologiques pour faciliter l'accès des pays membres aux techniques disponibles et leur permettre de les utiliser en vue de leur propre développement industriel. A cet égard, on a fait observer que plusieurs techniques endogènes avaient été mises au point dans la région et qu'elles pouvaient se révéler moins coûteuses et plus utiles pour d'autres pays membres.

98. Etant donné l'importance de la normalisation, du contrôle de la qualité, de la métrologie, de la certification de marquage et des essais dans le développement industriel, les participants ont relevé avec intérêt les mesures prises par le secrétariat en vue d'organiser un atelier à Beijing, au cours du second semestre de 1984, pour échanger des données d'expérience et examiner les problèmes qui se posaient dans ce domaine. L'atelier serait utile en particulier aux pays en développement qui ne s'étaient pas encore dotés d'un mécanisme de normalisation.

99. Touchant la proposition du Commonwealth Secretariat qui envisageait de faire exécuter en commun son programme de métrologie pour l'Asie et le Pacifique, on a émis l'opinion qu'avant de prendre une décision sur ce sujet, le secrétariat devrait consulter les pays membres de la région afin d'éviter tout double emploi avec les activités d'autres organisations internationales ou régionales.

100. Les services consultatifs juridiques et techniques fournis par le secrétariat aux pays membres à propos du transfert de techniques avaient été d'un grand intérêt pratique pour de nombreux pays. Les participants ont noté que, dans bien des cas, ces services avaient abouti à des projets précis. Le secrétariat avait en effet prêté son concours pour la préparation d'accords spécifiques de transfert de techniques et la création de coentreprises, ainsi que l'établissement d'autres accords contractuels. Les participants ont souligné qu'il y aurait lieu d'organiser les présents arrangements sur une base plus permanente et plus cohérente et d'affecter à ce service un personnel permanent suffisant.

101. Les services consultatifs d'experts fournis par le secrétariat sur les techniques de traitement des récoltes après la moisson s'étaient de même révélés extrêmement utiles aux pays membres. On a estimé qu'étant donné l'intérêt et l'importance des expériences faites pour introduire des procédés économiques dans ce domaine, le secrétariat devrait étendre ces travaux et diffuser les informations ainsi obtenues à tous les pays membres. Les participants ont demandé que les activités d'appui aux techniques de traitement des récoltes après la moisson soient renforcées.

102. Ils ont pris note des préparatifs du secrétariat en vue de la quarantième session de la Commission, qui avait pour thème "La technique au service du développement" et ont appuyé le plan d'action qu'il avait préparé, plan d'action dont l'application pratique devait être toutefois étudiée plus avant.

103. Ils ont noté que le RRMA, projet multinational, avait fait la preuve de son utilité. Le Réseau avait notablement contribué à la mécanisation et à la modernisation du secteur agricole des pays qui en faisaient partie. Les participants ont dans l'ensemble approuvé la poursuite du projet de 1985 à 1990. Le programme de travail, actuellement en préparation, allait être examiné à la session suivante du Comité consultatif technique au milieu de 1984. Les participants ont pris note avec satisfaction de l'appui apporté par l'Australie et le Japon.

104. Ils ont recommandé que le projet se poursuive sur une nouvelle période de cinq ans, au terme de laquelle il acquerrait une certaine autonomie, car les pays bénéficiaires auraient notablement accru leurs contributions, le PNUD continuant cependant d'apporter son concours au programme.

105. Les participants ont recommandé que le secrétariat prenne les mesures nécessaires pour renforcer le programme du RRMA et obtenir des concours supplémentaires, étant donné l'utilité de ce programme et son effet croissant sur la mécanisation agricole et la fabrication de machines agricoles dans les pays de la région.

106. Les participants ont approuvé, d'une manière générale, les activités du CRTT dans les domaines du transfert de technologie, du développement technique et de l'information technologique. Les pays membres ont été instamment invités à accroître leurs contributions pour que les activités du réseau puissent se poursuivre. A ce propos, les participants se sont félicités de ce que l'on envisage d'entreprendre sous peu un examen tripartite.

IV. ADOPTION DU RAPPORT

107. Les participants ont adopté le 14 mars 1984 le présent rapport devant être soumis à la Réunion des ministres de l'industrie des pays de la CESAP en prévision de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI.

